

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

Timimoun commémore le 66^{ème} anniversaire de la bataille de Hassi-Rhambou

P.3

PALESTINE

Un accord de trêve humanitaire enfin conclu

P.15

ALGÉRIE - ETATS UNIS

M. Magramane reçoit le sous-secrétaire d'Etat américain chargé du Bureau international pour les narcotrafics

P.24

ALGÉRIE - TURQUIE

Le Président Erdogan incite les opérateurs économiques turcs à tirer pleinement profit des opportunités d'investissements en Algérie

Le président turc, M. Recep Tayyip Erdogan a incité, mardi à Alger, les opérateurs économiques de son pays à tirer "pleinement" profit des opportunités de coopération et de partenariat avec leurs homologues algériens.

Les opérateurs économiques turcs doivent "continuer à tirer pleinement profit de la coopération et des nouvelles opportunités offertes", a indiqué le président turc lors des travaux du forum économique algéro-turc, tenu sous la coprésidence du président turc, M. Recep Tayyip Erdogan et du Premier ministre, M. Nadir Larbaoui au Centre international des conférences (CIC).

Pp. 6-24



JUSTICE

Le rôle des commissaires aux comptes dans la prévention et la lutte contre les crimes financiers souligné (ministre)

P.3

INDUSTRIE AUTOMOBILE

Oran: réception de l'usine automobile Fiat à la mi-décembre prochain (wali)

P.4

NOUVEAUX NÉS

Lancement d'une enquête nationale sur la médecine maternelle et néonatale partir de 2024 (ministère)

P.10

SANTÉ

SURDITÉ BRUTALE
Comment réagir

Pp 12-13

F O O T B A L L

MONDIAL - 2026
(QUALIFICATIONS - 1^{ER} ET 2^E JOURNÉES) ZONE AFRIQUE

La FIFA rend hommage à Belmadi et Slimani

P.22



GRANDE BRETAGNE

Risques numériques: un tiers des entreprises se sentent "exposées"

P.17

PANDÉMIE DE COVID

Le Covid-19 reste "une menace", met en garde l'OMS

P.11

SOLIDARITÉ AVEC LE PEUPLE PALESTINIEN

Aides humanitaires de l'entreprise Ooredoo



Le Croissant rouge algérien (CRA) a réceptionné, dimanche à Alger, des aides humanitaires de la part de l'opérateur de téléphonie mobile Ooredoo et ses employés, au profit du peuple palestinien frère. Ces aides comportent des médicaments, des produits pharmaceutiques et parapharmaceutiques, des tentes, des sacs de couchage, des lampes à main et frontales, des vêtements et des couvertures. Le directeur général de l'entreprise Ooredoo Algérie, Roni Tohme a indiqué que ces aides viennent en réponse à l'appel du CRA en vue d'aider le peuple palestinien en cette rude épreuve.

ALGÉRIE-MAURITANIE

Le DG des Douanes de la Mauritanie visite l'Ecole supérieure des Douanes d'Oran

Le Directeur général des Douanes de la Mauritanie M. Hamdou Cheikh Abdellah, a effectué mardi une visite à l'Ecole supérieure des Douanes d'Oran au cours de laquelle il s'est enquis des différentes structures pédagogiques dont dispose l'école. Le Directeur de l'Ecole supérieure des Douanes, le Contrôleur général Amani Abdelkader a présenté, à cette occasion, un exposé détaillé sur l'Ecole, ouverte en 2003, où il a abordé ses missions, son régime de formation, ses structures pédagogiques et sa relation avec son environnement externe entre universités et centres de recherche. Le DG des douanes mauritanien a été accompagné durant cette visite par l'Inspecteur général des services des Douanes algériennes, le Contrôleur général Mustapha Dahmane, représentant le Directeur général des Douanes Abdelhafidh Bakhouch, des autorités locales civiles et militaires.

SÉTIF

Une soixantaine de participants au SIIA Algérie



Quelque 60 exposants participent à la 2ème édition du Salon de l'Industrie et de l'Innovation Alimentaire (SIIA Algérie), ouverte lundi en présence de représentants de nombreuses entreprises et startups de différentes régions du pays. Organisé au dôme du centre commercial Park Mall, dans le centre de Sétif, le salon accueille des opérateurs activant, notamment, dans les domaines des industries alimentaires, de l'emballage, de la logistique alimentaire, des produits laitiers, ainsi que des fournisseurs et importateurs de matières premières liées à l'industrie alimentaire. Les pavillons du salon, inauguré par les autorités locales, comprennent, outre des entreprises de transport et de distribution, de nombreux produits alimentaires fabriqués en Algérie, tels que des confiseries (bonbons, chocolats, nougats, guimauve), des conserves, des produits laitiers et dérivés, des boissons gazeuses, des biscuits, des produits carnés et autres.

ACCIDENTS DE LA ROUTE

34 morts et 1594 blessés en une semaine

Trente-quatre (34) personnes ont trouvé la mort et 1594 autres ont été blessées dans 1308 accidents de la circulation, enregistrés durant la période du 12 au 18 novembre à travers le pays, indique mardi un bilan hebdomadaire de la Protection civile. Le bilan le plus lourd a été enregistré dans la wilaya de Batna où trois (03) personnes sont décédées et 60 autres ont été blessées dans 48 accidents, précise la même source.

Durant la même période, les équipes de secours de la Protection civile ont effectué 1532 interventions pour procéder à l'extinction de 1137 incendies, urbains, industriels et autres, dont les plus importants ont été enregistrés dans les wilayas d'Alger (148 incendies), Tizi Ouzou (93) et Skikda (55).

MASCARA

Perturbation dans l'AEP dans quatre communes (ADE)



Quatre communes de la wilaya de Mascara enregistrent, à partir de mardi, une perturbation dans l'alimentation en eau potable (AEP), en raison d'une importante panne, a-t-on appris auprès de l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE). Cette perturbation concerne les communes de Ghriess, El Keurt, El Bordj et Mascara, en raison des travaux lancés, mardi, pour la réparation de fuites d'eau au niveau de l'adduction de 700 mm de diamètre de la commune de Bouhenni, relevant de la station de pompage N 2 du système de transfert Mostaganem-Arzew-Oran (MAO), a-t-on ajouté. La situation de l'AEP au niveau des communes concernées devra se stabiliser, à partir de mercredi, après la fin des travaux de réparation.

INTEMPÉRIES

La DGSN appelle les conducteurs à la prudence



La Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN) appelle les conducteurs et les usagers de la voie publique à la prudence sur les routes suite au Bulletin météorologique spécial (BMS) émis par l'Office national de météorologie (ONM) prévoyant des pluies dans plusieurs wilayas du pays, indique mardi un communiqué des mêmes services. Selon le BMS de l'ONM, des précipitations sont attendues dans les wilayas de Tipasa, Alger, Blida, Boumerdès, Tizi Ouzou, Bejaia, Jijel, Skikda, Annaba, El Tarf, Chlef, Ain Defla, Médéa, Bouira, Bordj, Bou Arreridj, Sétif, Mila, Constantine, Guelma et Souk Ahras. Aussi, la DGSN rappelle les numéros vert 1548 et de secours 17 mis à la disposition des citoyens 24h/24 pour tout signalement, conclut la même source.

PÉROU

Au moins 23 morts dans un accident d'autocar



Au moins 23 personnes sont décédées dans un accident d'autocar, tombé dans un ravin de 300 mètres dans une région andine du nord du Pérou, selon un nouveau bilan mardi des autorités. L'autocar s'est abîmé alors qu'il circulait sur une route secondaire dans le district de Cusca, dans la province de Corongo. Un premier bilan du Centre régional des opérations d'urgence avait fait état de "vingt morts et six blessés", mais trois personnes ont succombé à leurs blessures, selon un dernier bilan.

Le difficile accès à la zone, située à plus de 3.250 mètres d'altitude, a compliqué l'intervention des secours. Le 19 septembre, 25 personnes à bord d'un autocar sont mortes dans un accident dans le sud du pays. Le 13 août, un autre accident dans la même région a fait treize morts et cinq blessés graves parmi les passagers.

MEXIQUE

12 morts dans un accident d'autocar

Au moins 12 personnes ont été tuées et 58 autres blessées mardi lorsqu'un autocar s'est renversé sur une autoroute dans l'Etat de Veracruz, dans l'est du Mexique, ont annoncé les autorités locales. L'accident s'est produit tôt mardi matin sur l'autoroute reliant les villes de La Tinaja et d'Acayucan, dans le sud de l'Etat, ont indiqué les autorités sur les réseaux sociaux. Une source de la Garde nationale mexicaine a déclaré que l'accident était apparemment dû à une erreur du conducteur. Une intervention massive des services d'urgence a été déclenchée en raison de l'ampleur de l'accident, a fait savoir le gouvernement de Veracruz. Des dizaines de blessés ont été transportés dans des hôpitaux de la région et au moins sept d'entre eux se trouvent dans un état grave, selon des sources de sécurité.

VANUATU

Un séisme de magnitude 6,7 frappe au nord



Un séisme de magnitude 6,7 a frappé mercredi le nord de Vanuatu dans l'océan Pacifique, a indiqué l'Institut géologique des Etats-Unis (USGS), les autorités précisant qu'il ne devrait pas déclencher de tsunami. Le séisme a frappé à une profondeur de 22 km, à environ 300 km au nord de la capitale Port Vila vers 15H37 (04H47 GMT). Selon l'USGS, le séisme ayant eu lieu près d'un groupe d'îles peu peuplées, "la probabilité de victimes et de dégâts est faible". Le Centre d'alerte aux tsunamis du Pacifique a déclaré qu'il n'y avait "aucune menace de tsunami liée à ce séisme". Les tremblements de terre sont fréquents au Vanuatu. Cet archipel de 320.000 habitants est situé sur la "ceinture de feu" du Pacifique, une zone d'activité sismique et volcanique intense qui s'étend du Japon au bassin du Pacifique en passant par l'Asie du Sud-Est.

INDONÉSIE

Un séisme de magnitude 6,6 frappe la province du Nord-Maluku

Un tremblement de terre de magnitude 6,6 s'est produit mercredi au large de la province indonésienne du Nord-Maluku, dans l'est du pays, sans provoquer de vagues géantes, a annoncé l'Agence de météorologie, de climato-

logie et de géophysique du pays. Le séisme s'est produit à 09H48 heure de Jakarta (02H48 GMT) et son épicerie est situé à 68km au nord-ouest de la régence de Halmahera occidentale, dans une mer d'une profon-

deur de 109km, a précisé l'agence. Les secousses ont également été ressenties dans la province voisine de Sulawesi Nord. L'agence n'a pas émis d'alerte au tsunami car les secousses n'ont pas provoqué de vagues

géantes. L'Indonésie, un pays archipelagique, a été fréquemment frappée par des tremblements de terre en raison de sa situation sur une zone vulnérable aux secousses sismiques appelée "la Ceinture de feu du Pacifique".

HISTOIRE DE LA RÉVOLUTION

Timimoun commémore le 66^{ème} anniversaire de la bataille de Hassi-Rhambou

La wilaya de Timimoun a commémoré mardi le 66^{ème} anniversaire de la bataille de Hassi-Rhambou, un des hauts faits d'arme ayant marqué le passé révolutionnaire de la région et l'histoire du mouvement national.



Les activités commémoratives de cette bataille qui ont eu pour cadre la bibliothèque principale de lecture publique de Timimoun en présence des autorités locales et de membres de la famille révolutionnaire, ont été marquées par des communications et témoignages de moudjahidine et chercheurs dans le domaine de la Mémoire nationale, intervenant sur le thème "Bataille de Hassi-Rhambou, histoire vivante et bravoure éternelle". Ils ont affirmé, à cette occasion, que les hauts faits d'arme du Grand Erg Occidental ont été déterminants dans le cours de l'histoire de la glorieuse guerre de libération nationale, dont les batailles de Hassi-Rhambou, Hassi-Sakka et Hassi-Tesselgha font partie et ont été, selon eux, à l'origine de grandes pertes maté-

rielles et en vies humaines infligées à l'ennemi colonial.

Dans son intervention, le directeur du musée du Moudjahid, Abderrahmane Meharzi, a rappelé que le front du Grand Erg Occidental, lieu de regroupement des populations nomades et transit des caravanes commerciales du Nord au Sud-ouest, retiendra pour l'histoire l'installation, en 1957, par l'occupant français d'un centre de détention à Hassi-Sakka, avant de déclarer Zone interdite le grand erg occidental.

Selon Boudiaf Kaddour, moudjahid ayant pris part à cette bataille, 65 moudjahidine s'étaient livrés à cette épopée le 21 novembre 1957 sous la conduite du Chahid Hachemi M'hamed, en plein étendues sablonneuses, après avoir mené la bataille de

Tesselgha, pour s'installer dans la région et suivre les mouvements des forces coloniales et être en contact avec les Moussabine des hameaux avoisinants. Alertés de l'arrivée, le 20 novembre 1957, des convois des forces coloniales dans la région, une section des moudjahidine s'est rendue dans la région de Hassi-Rhambou, avant d'être surprise en plein nuit par des bombardements de l'aviation coloniale.

La région fut encerclée, le jour qui suit, le 21 novembre, par les forces coloniales, sous la couverture des forces hélicoptères, avant qu'une attaque ne soit lancée par les moudjahidine pour durer toute la journée, se soldant par d'importantes pertes dans les rangs des forces ennemies, a témoigné le même moudjahid.

JUSTICE

Le rôle des commissaires aux comptes dans la prévention et la lutte contre les crimes financiers souligné (ministre)

Le Secrétaire général du ministère de la Justice, Mohamed Reggaz a mis en avant, mardi à Alger, le rôle des commissaires aux comptes dans la prévention et la lutte contre les crimes financiers, affirmant que la loi régissant cette profession souligne que le commissaire aux comptes est le seul habilité à effectuer l'audit financier et comptable des sociétés et des organismes.

Dans une allocution à l'ouverture du congrès national sur le rôle du Commissaire aux comptes dans la prévention et la lutte contre les crimes financiers, en sa qualité de représentant du ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi, M. Reggaz a précisé que "la prévention contre la criminalité financière et le blanchiment d'argent est étroitement liée à la relation entre les commissaires aux comptes et les ministères publics".

"La loi 10-01 du 29 juin 2010 régissant la profession d'expert comptable, de commissaire aux comptes et du compa-

ble agréé, consacre le rôle des commissaires aux comptes dans la prévention et la lutte contre les crimes financiers", a-t-il dit.

Saluant l'organisation de ce congrès par la Chambre nationale des commissaires aux comptes, le SG du ministère a affirmé que cette manifestation "de grande importance" vise "à renforcer la relation entre les commissaires aux comptes et les ministères publics et leurs missions en cette matière".

L'intérêt de cette rencontre est de souligner que le commissaire aux comptes est le seul habilité à effectuer l'audit financier et comptable des sociétés et des organismes, d'une part et de mettre en exergue son rôle efficace dans la protection de l'économie nationale, d'autre part.

A cet égard, M. Reggaz a précisé que le ministre de la Justice, garde des Sceaux, était "prêt à fournir une contribution efficace dans la mobilisation des expertises et la prise de décisions visant à définir les standards et à unifier les pra-

CNESE

Réunion des commissions permanentes avant l'Assemblée générale prévue en janvier 2024

Le président du Conseil national économique, social et environnemental (CNESE), M. Bouchenak Khelladi Sidi Mohammed, a présidé, mardi à Alger, la réunion des sept (7) commissions permanentes de l'institution, appelant à cette occasion à finaliser les rapports devant être soumis à l'Assemblée générale prévue en janvier 2024.

Dans une allocution prononcée à l'ouverture des travaux de la réunion, consacrée à l'examen du programme d'action des commissions permanentes et de la feuille de route tracée pour 2024, le président du CNESE a souligné "l'impératif d'accélérer la finalisation des rapports devant être présentés lors de la prochaine Assemblée générale du Conseil".

M. Bouchenak Khelladi a mis en exergue également la nécessité de renforcer le rôle des commissions permanentes "à travers le débat constructif et fructueux" pour enrichir les différents sujets et dossiers devant être présentés à la prochaine Assemblée générale.

Le président du CNESE s'est, par ailleurs, félicité des activités menées par les différentes commissions durant cette année, notamment l'organisation de journées d'étude et d'ateliers dans leurs domaines compétence respectifs.

Il a en outre évoqué le bilan d'activité du CNESE depuis la 4^e session de l'Assemblée générale, tenue le 17 mai dernier, rappelant que le Conseil avait organisé des rencontres et des journées d'étude qui ont été sanctionnées par plusieurs recommandations.

Des rapports et des mémorandums sur des questions nationales d'ordre économique, social et environnemental ont également été élaborés et soumis aux hautes autorités du pays durant la période de référence, a-t-il poursuivi.

En ce qui concerne ses activités aux niveaux régional et international, le CNESE continue d'assurer la présidence de l'Union des Conseils économiques et sociaux arabes et institutions similaires, a indiqué le responsable.

Le CNESE a, par ailleurs, participé aux réunions des Conseils économiques et sociaux africains, en octobre dernier à Kinshasa (République démocratique du Congo), ainsi qu'à l'Assemblée générale de l'Association internationale des Conseils économiques et sociaux et institutions similaires (AICESIS), qui s'est tenue à Moscou (Russie) début novembre.

A noter que les présidents des commissions permanentes ont abordé, lors de la réunion, les principaux points relatifs à la feuille de route 2024, dont le développement du foncier agricole pour assurer la sécurité alimentaire, l'inclusion financière et le développement des opportunités d'investissement et de financement, ainsi que d'autres dossiers en lien avec la numérisation, la réforme fiscale, l'environnement, la transition énergétique, et le développement durable.

tiques en matière de signalement des délits que découvrent les commissaires aux comptes en accomplissant leurs missions".

Il a souligné également l'impératif d'accorder une importance majeure à l'application de toutes les procédures à même de rendre le système juridique et institutionnel algérien à l'abri des risques susceptibles d'en faire une couverture pour les fonds acquis de manière illicite ou les fonds acquis des opérations criminelles en vue de leur blanchiment.

A son tour, le président du Conseil national de la Chambre nationale des commissaires aux comptes (CNCC), Mohamed Habib Marhoum, a affirmé que cette conférence met la lumière sur la lutte contre les crimes financiers, avec la participation de magistrats et de responsables au ministère de la Justice, de commissaires aux comptes et d'experts dans le secteur financier et bancaire, en plus de préciser le principal rôle des commissaires aux comptes.

Projet de la loi relatif à la lutte contre le faux et l'usage de faux : moraliser la vie publique (ministre)

Le ministre de la Justice, garde des Sceaux, Abderrachid Tabi a affirmé, mardi à Alger, que le projet de la loi relatif à la lutte contre le faux et l'usage de faux visait à moraliser la vie publique et éradiquer les aspects de fraude pour l'accès à certains services et avantages.

Présentant le projet de loi lors d'une séance plénière de l'Assemblée populaire nationale (APN), M. Tabi a souligné que ce texte intervenait en application des instructions du président de la République, M.

Abdelmadjid Tebboune, visant à élaborer un texte spécifique pour traiter, voire lutter "rigoureusement" contre le phénomène de fraude, et ce dans le cadre des engagements présidentiels relatifs à la moralisation de la vie publique.

Le ministre a souligné, en outre, que ce

phénomène "a touché plusieurs domaines et s'est caractérisé par l'octroi d'indus avancés, de subventions, d'aides sociales, d'exonérations fiscales, voire un logement ou bien immobilier à une certaine catégorie, ce qui a coûté des sommes considérables au Trésor public ces dernières années".

Ce projet vise à "définir les règles des transactions dans la société et à traiter en profondeur les déséquilibres résultant de ce phénomène, promouvoir une concurrence loyale dans tous les domaines, garantir l'égalité pour tous, préserver l'intégrité des écritures et des documents, assurer l'accès aux aides de l'Etat à ceux qui les méritent, et définir les crimes concernés et les sanctions qui leur sont applicables".

Le projet de loi prévoit également l'introduction de tous les crimes de faux et d'usage

de faux prévus par le code pénal à cette nouvelle loi applicable également pour faux en écritures publiques et faux pour l'obtention d'aides indues auprès du Gouvernement ou pour bénéficier d'une exonération d'impôts ou fuir des engagements", a ajouté le ministre.

"Elle est applicable également pour faux-monnayage, falsification de titres bancaires y compris les transaction électroniques, imitation de sceaux, de timbres et de marques, fausse déclaration et faux serment ainsi qu'usurpation de fonction, de noms et de prénoms", a-t-il poursuivi.

M. Tabi a fait savoir, dans ce sillage, que le projet de loi prévoit "la mise en place d'une base de données nationale sur les crimes de faux et usage de faux comprenant les méthodes et les techniques utilisées afin de

définir les mesures à prendre pour la prévention et la lutte contre de ce crime".

Le projet de texte, souligne le ministre, propose des "peines allant à 30 ans de prison ou la perpétuité, tout en durcissant la peine en cas de complicité ou d'implication d'un fonctionnaire de l'Etat dans des affaires de faux et d'usage de faux".

Pour leur part, les députés se sont félicités de la teneur du texte qui s'inscrit dans le cadre de la lutte contre le faux et l'usage du faux, ce qui impacte négativement le bon fonctionnement de l'administration menaçant la sécurité et la stabilité de l'Etat et de la société", appelant à "la généralisation de la numérisation dans tous les domaines afin de réaliser la transparence et contribuer à la lutte contre le faux et l'usage du faux".

ALGÉRIE-SAUDITE

Le ministre de la Justice s'entretient avec son homologue saoudien

Le ministre de la Justice, Garde des sceaux, Abderrachid Tabi s'est entretenu, mardi à Alger, avec son homologue saoudien, Walid bin Muhammed al Samaani, actuellement en visite à Alger.

A pris part à ces entretiens qui se sont déroulés au siège du ministère, l'ambassadeur du Royaume d'Arabie saoudite à Alger, Abdullah bin Nasser Albusairy. A l'issue de ces entretiens, un programme exécutif de coopération sera signé entre les ministères de la Justice des deux pays.



INDUSTRIE AUTOMOBILE

Oran : réception de l'usine automobile Fiat à la mi-décembre prochain (wali)

L'usine automobile de la marque Fiat d'Oran sera réceptionnée à la mi-décembre prochain et entrera en phase de production à la fin de l'année en cours, selon les délais impartis, a-t-on appris mardi soir du wali d'Oran Saïd Sayoud.

Dans une déclaration à la presse en marge de son inspection du projet implanté dans la zone industrielle de Tafraoui, le wali a souligné que les travaux de réalisation de l'usine se déroulent à un rythme très avancé, selon le programme élaboré, dont le taux a dépassé les 90 % et sera livrée dans sa totalité à la mi-décembre prochain et entrera en production avant la fin de l'année en cours, selon les délais impartis. Il a ajouté qu'il ne reste que les travaux d'aménagement externes et secondaires au niveau du bâtiment de logistique et celui de montage de véhicules, qui tirent à leur fin et seront achevés, avant le 15 décembre prochain. Il a, en outre, signalé que "les travaux de la première ligne de production de montage de véhicules de la marque Fiat 500 ont été achevés, alors que la deuxième ligne de la marque Doblo est en phase de montage". S'agissant de l'aménagement externe de l'usine, le même responsable a souligné que les travaux confiés à trois entreprises tirent à leur fin, où le taux d'avancement a atteint 92 % et seront achevés à la fin novembre en cours, rappelant que les travaux de raccordement de l'usine à l'électricité, au réseau de fibres



optiques (internet), gaz, eau, assainissement et les routes ont été achevés.

Le wali d'Oran a souligné que ce projet permettra, une fois mis en service, de créer une dynamique économique dans la commune de Tafraoui, d'une part, et encourager les opérateurs économiques à investir dans cette zone industrielle, qui s'étend sur une superficie de 576 hectares.

Le même responsable a révélé que l'usine connaîtra une opération d'extension, permettant de générer de nouveaux postes de travail au profit des jeunes de la région et deviendra plus attractive pour les investissements dans le futur. L'usine automobile Fiat est considérée comme la première usine 100 % étrangère et sa capacité de production est estimée à 90.000 voitures par an, avec la production 3 modèles de voitures jusqu'en 2026, sachant que la production du quatrième modèle commencera en 2029.

Pour rappel, 125 ouvriers ont été employés dans cette usine, alors que le nombre de personnel devra atteindre 300, d'ici la fin de l'année en cours, ainsi que 300 autres d'ici 2024. D'autre part, M. Sayoud a réaffirmé la disposition d'Oran à accueillir les investisseurs, notamment dans la production et l'assemblage de voitures, ajoutant que la wilaya met à la disposition de l'Agence algérienne de promotion des investissements une assiette foncière estimée à 400 hectares au profit des investisseurs.

QUALITÉ

La normalisation facteur clé de la promotion des exportations et la croissance économique (experts)

Des experts ont souligné lors d'une conférence sur la qualité, organisée mardi à Alger, le rôle de la normalisation dans la promotion des exportations nationales et la croissance économique. Les intervenants dans cette conférence organisée par World Trade Center Algiers, sous le thème : "La qualité, socle de l'entreprise, de protection et de relance de l'économie nationale", se sont accordés à dire que la conformité des produits nationaux aux normes internationales permettrait aux entreprises un meilleur accès au commerce international.

Outre son aspect économique, les experts participants ont souligné la contribution de la normalisation dans la garantie de la fiabilité du produit pour le consommateur et la préservation de sa santé et sa sécurité. Dans ce cadre, l'expert international en normalisation, Mohamed Chaïb Aissaoui, a affirmé que la normalisation génère des profits pour l'entreprise et pour l'économie nationale, tout en proposant l'installation d'une autorité nationale de régulation en matière de "règlements techniques", afin de généraliser l'application des normes.

"Cet organisme, a-t-il expliqué, devrait servir de relais entre les institutions spécialisées telles l'Inanor, l'Inapi, Algerac et les laboratoires de recherche et d'innovation pour définir les règlements techniques des produits industriels, agricoles ou autres". Abondant dans le même sens, le directeur de l'Institut algérien de normalisation (Inanor), Djamel Hales, a soutenu que le problème en Algérie ne réside pas dans la production de normes mais plutôt dans leur application, affirmant que l'Inanor a produit au 30 septembre dernier, 11.374 normes algériennes.

"Même si nous n'avons pas de normes algériennes pour tous les produits, nous pouvons toujours utiliser les normes internationales", a-t-il insisté, en précisant que l'Inanor est membre des organismes régionaux et internationaux de normalisation et de qualité tels Iso, IEC, Arso. Il a expliqué à son tour, que l'application des normes demande des "règlements techniques" susceptibles de développer le système national de normalisation. La conférence a été, par ailleurs, l'occasion pour présenter la première édition du Salon Qualidays 2024, prévu du 2 au 4 juin au Palais des expositions à Alger.

Cette manifestation internationale présentera les technologies les "plus récentes" et les équipements des laboratoires d'essai et d'analyses, ainsi que le savoir-faire dans le développement de l'économie verte et circulaire. Plusieurs conférences, tables rondes et des rencontres d'affaires (B to B) sont prévues lors de cet événement. Elles couvriront plusieurs thématiques en relation avec la protection des consommateurs et le développement des exportations hors hydrocarbures notamment dans les secteurs de l'agroalimentaire, de la mécanique, des matériaux de construction, de l'électronique, de l'électrotechnique et de la pharmacie, explique-t-on.

Ces espaces d'échange traitent essentiellement de la normalisation, de l'accréditation, du marquage, de la certification et de la labélisation, ajoute la même source.

"Le salon servira de carrefour d'échanges d'expériences et d'expertises pour construire des partenariats dans les domaines de la normalisation, la métrologie industrielle, la certification des systèmes de management, de produits et des personnes, l'accréditation et la protection de l'environnement", affirment les organisateurs. Qualidays 2024 sera organisé par le World Trade Center Algeria, en collaboration avec la société Advanced Greenbat Technology et le bureau d'études Alconsi.

TRAVAIL

Séance de travail pour la prise en charge de la protection sociale des professionnels de la pêche

Le ministre du Travail, de l'Emploi et de la Sécurité sociale, Fayçal Bentaleb, et le ministre de la Pêche et des Productions halieutiques, Ahmed Badani ont tenu mardi une séance de travail, consacrée au dossier de la prise en charge de la protection sociale des professionnels de la pêche. Selon un communiqué du ministère du Travail, les deux parties ont évoqué lors de cette réunion "les moyens de reconstitution et d'installation de la commission nationale mixte chargée du suivi de la mise en œuvre des dispositions de la convention-cadre de coopération en matière de renforcement de la protection sociale et de la promotion des micro-entreprises, conclue entre les deux ministères en juillet 2020". "En application des instructions du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, un projet de dispositif a été élaboré visant à indemniser les professionnels de la pêche pendant la période de fer-

meture de la pêche en raison des intempéries ou du repos biologique et ce, à travers la prise en charge des dépenses de ces indemnisation dans le cadre du budget l'Etat", a indiqué M. Bentaleb dans son intervention.

Et de préciser que ce dispositif "permettra d'aider cette catégorie en accordant une indemnisation non soumise aux cotisations de sécurité sociale", avec "la prise en compte des périodes concernées

dans le calcul de la retraite". A cet égard, le ministre a affirmé que le secteur de la sécurité sociale a établi une "réglementation spécifique" pour les professionnels de la pêche, permettant l'application d'un "taux de cotisation réduit contre un accès à toutes les prestations, de même, que pour les travailleurs salariés". De son côté, M. Badani a rappelé l'augmentation du nombre de professionnels de la pêche bénéficiaires de la protection sociale, passant de

"27.000 adhérents en 2020 à plus de 35.000 à la fin de l'année 2022".

Le ministre a ajouté que cette réunion témoignait de la "volonté forte" de poursuivre "la coordination et la concertation communes en vue de répondre aux aspirations des professionnels de la pêche et de l'aquaculture, permettant, ainsi, l'établissement d'un système spécifique de protection sociale pour les professionnels de la pêche", conclut le communiqué.

TRANSPORT PAR CÂBLES

L'activité connaîtra une nouvelle dynamique au cours de 2024 (ministère)

Le ministère des Transports entend créer une nouvelle dynamique dans le domaine du transport par câbles, l'année prochaine, à travers l'accélération des travaux de réhabilitation et de maintenance de plusieurs installations dans différentes wilayas du pays et le lancement de nouveaux projets pour renforcer ce mode de transport vital dans de nouvelles wilayas et réduire les embouteillages dans les grandes villes, a-t-on appris mardi auprès du ministère. Afin d'atteindre ces objectifs, le ministère a mobilisé toutes ses ressources matérielles et humaines ainsi que ses institutions chargées du suivi, de la réalisation

et de la maintenance des différents téléphériques, l'opération ayant enregistré un taux d'avancement appréciable. Parmi les projets figurent le téléphérique de la ville de Constantine, qui relie la station de la place Tattache Belkacem à la station de l'Emir Abdelkader en passant par la station de l'hôpital universitaire sur une distance de 1,7 km, ainsi que le téléphérique de la ville de Tizi Ouzou, qui relie la station du siège de la wilaya à la station de l'hôpital Sidi Bel Iloua sur une distance de 1,9 km et dont la livraison est prévue au premier trimestre de 2024. De plus, la ville d'Alger connaîtra, l'année prochaine, la réhabilitation

et l'entrée en service du téléphérique de Oued Koreich, reliant la station de Oued Koreich à la station de Bouzareah en passant par le quartier "Frais Vallon" sur une distance de 2,9 km. Les opérations de réhabilitation et d'entretien des téléphériques du palais de la culture, du mémorial du martyr et de Bab el Oued ont été inscrites au titre du projet de loi de finances 2024. La ville de Tlemcen a également bénéficié de la même procédure pour la réhabilitation de son téléphérique. Concernant les téléphériques de la ville de Blida, reliant la station de Ouled Yaich à celle de Chréa en passant par la station de Beni Ali, sur une

distance de 7 km, et le téléphérique de la ville d'Annaba reliant la station de la ville à celle de Seraili, en passant par la station de Sidi Harb sur une distance de 4 km, ces derniers connaîtront des travaux de réhabilitation, avant leur mise en service l'an prochain au plus tard. A travers cette stratégie, le ministère des transports tend à faire de l'année 2024 l'année des transports par câbles aériens par excellence, vu l'efficacité de ce mode de transport moderne qui permet notamment la desserte des quartiers au relief difficile, et contribue à désengorger le trafic routier outre son rôle important dans la promotion du tourisme et

ORAN

Journée d'information sur la pratique sportive en milieu universitaire

Le Sous-directeur des activités scientifiques, culturelles et sportives à l'université des Sciences et de la Technologies "Mohamed Boudiaf" d'Oran, Amine Belabbes, a mis en exergue, mardi, les procédures de la décision ministérielle concernant les sportifs universitaires.

M. Belabbes a souligné, lors d'une rencontre d'information organisée par la Sous-direction des activités scientifiques, culturelles et sportives en coordination avec ses homologues des établissements universitaires, des directions des œuvres universitaires de la wilaya d'Oran et de la ligue de wilaya des sports universitaires que "le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique a prévu, à travers la décision annoncée au début du mois de novembre en cours, des facilités pour l'étudiant sportif au niveau pédagogique, lui permettant de pratiquer une activité sportive sans appréhension pour son cursus universitaire". Devant un parterre d'étudiants intéressés par la pratique d'activités sportives, le même intervenant a rappelé que la nouvelle décision ministérielle fixe le concept de l'étudiant sportif universitaire, ses droits de participer régulièrement aux championnats organisés par le ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique, ainsi que ses devoirs, notamment de respecter l'éthique de l'université, du sport et l'esprit sportif. Le sportif uni-



versitaire bénéficie selon cette loi de "vacances spéciales pour se préparer en vue de participer aux Jeux internationaux ou olympiques et d'un accompagnement permanent adapté à son cursus universitaire, au temps et au calendrier académique adaptés à son activité sportive, dans le cadre du règlement interne de l'établissement, qui lui assure une protection contre toute agression avant, pendant et après les compétitions sportives".

Le Professeur Mâamar Boudiaf, chargé de l'information au rectorat de l'Université des Sciences et de la Technologie, a pour sa part

salué l'importance des mesures approuvées par le ministère au profit des étudiants sportifs, qui sont venues remédier aux déséquilibres qui affectaient la pratique sportive dans le milieu universitaire". M. Boudiaf a exprimé "la disponibilité de la Direction de l'Université (Mohamed Boudiaf) à offrir l'assistance requise aux étudiants sportifs, la mise à leur disposition de tous les équipements sportifs disponibles, surtout que l'établissement bénéficie d'un institut sportif, d'importantes structures sportives, un encadrement pédagogique supervisé par 36 enseignants spécialisés, dont 4 enseignants d'ensei-

gnement supérieur". De son côté, le président de la ligue de wilaya des sports universitaires d'Oran a salué, le niveau des étudiants sportifs à Oran, la qualification de certains aux compétitions sportives nationales, soit en individuel ou en collectif, tandis qu'un certain nombre d'étudiants oranais ont participé à des événements sportifs internationaux tels que les Jeux universitaires internationaux dans la ville italienne de Naples et dans la ville de Taipei, à Taïwan.

Le même intervenant a souligné que l'Université d'Oran 2 "Mohamed Benahmed" est en tête des institutions universitaires d'Oran en termes du nombre d'étudiants pratiquant des activités sportives dans la wilaya, avec un taux de 26 pour cent, suivie par l'Université des Sciences et de la Technologie "Mohamed Boudiaf" avec 25,68 pour cent, puis la Direction des œuvres universitaires de Bir El-Djir, avec 18 pour cent, puis l'Université d'Oran 1 "Ahmed Ben Bella" (14 pour cent), la Direction des œuvres universitaires à Belgaid (10 %), le reste étant réparti entre d'autres établissements de l'enseignement supérieur.

BATNA

Plus de 21 hectares de foncier industriel récupéré depuis début 2023 (wali)

Une superficie de 21,61 hectares de foncier industriel inexploités dans la wilaya de Batna a été récupérée depuis le début de l'année en cours, a affirmé mardi le wali, Mohamed Benmalek. Intervenant lors d'une journée de sensibilisation sur les fonds d'investissement des wilayas, organisée à l'université Batna-1 par la société Financière algérienne de participation (FINALEP), le chef de l'exécutif local a précisé que 17,71 autres hectares sont actuellement en cours de récupération en attendant de toucher 9 autres hectares "avant la fin de l'année". La superficie du foncier industriel inexploité récupéré dans la wilaya depuis septembre 2022 à ce jour a dépassé 84 hectares, a ajouté M. Benmalek qui a souligné que l'opération d'assainissement du foncier industriel est poursuivie avec l'objectif de réattribuer les terrains récupérés à des investisseurs sérieux qui œuvrent à générer de la richesse et des emplois. L'intervenant a mis l'accent sur les efforts localement déployés pour aplanir les écueils qui entravent les projets d'investissement terminés et permettre leur entrée en activité, rappelant que 109 autorisations exceptionnelles ont été délivrées à Batna depuis janvier 2022 à ce jour sur 142 dossiers d'investissement déposés auprès des services concernés. L'accompagnement des investisseurs et les facilités qui leur sont accordées rentrent dans le cadre du renforcement du développement local et de la création d'emplois dont le nombre a atteint 7932 durant la période de janvier à septembre passés et devra atteindre 12.000 à la fin de l'année, a ajouté le wali. La rencontre qui s'est déroulée en présence d'investisseurs, de représentants des banques et des dispositifs de soutien, d'élus et de responsables a donné lieu à la présentation d'un exposé sur la société de capital investissement par le directeur général de la FINALEP, Saïd Si Amara, qui a présenté ses missions, ses objectifs et les entreprises éligibles au financement.

GUELMA

Projet "ProAgro Jeunes" : convention pour l'encadrement de formations courtes relatives à la chaîne de production laitière

Une convention a été signée, mardi à Guelma, entre les directions des services agricoles (DSA) et de la formation professionnelle en vue d'organiser des sessions de formation "technique et qualifiante" de courte durée liées à la chaîne de production laitière et ce, dans le cadre du projet de coopération "ProAgro Jeunes" en Algérie. Cette convention entre les deux secteurs a été conclue dans le cadre des travaux d'une rencontre de sensibilisation supervisée, au siège de la Chambre de l'agriculture, par une délégation d'experts algériens et étrangers, et consacrée à la présentation de ce projet international, pour lequel Guelma est l'une des trois wilayas-pilotes avec Mostaganem et Biskra. Le projet "ProAgro

Jeunes" vise à favoriser la création d'emplois décents aux jeunes à travers une formation suivie d'une intégration dans des projets de jeunesse dans le domaine de l'industrie de transformation alimentaire. Hamid Ould Youcef, représentant du ministère de l'Agriculture et du Développement rural, a déclaré, lors de la cérémonie de signature de la convention, que cette dernière s'inscrit dans le cadre de la coopération intersectorielle en vue de concrétiser le projet "ProAgro Jeunes", piloté par le Ministère de l'Agriculture et du Développement rural et financé par le FIDA (Fonds international des Nations Unies pour le développement agricole) et mis en œuvre sur le terrain par un consortium dirigé par le

bureau de l'OIT (Organisation internationale du travail) en Algérie. Le projet comprend également l'Agence nationale de l'emploi (ANEM), l'Agence nationale d'appui et de développement de l'entrepreneuriat (ANADE) et le Bureau national d'études pour le développement rural (BNEDER), et implique d'autres partenaires tels que le ministère de la Formation et de l'Enseignement professionnels. Dans le cadre de cette convention, trois (3) sessions de formation technique de courte durée (un à 3 mois) seront lancées et évaluées, répondant aux besoins des professionnels de la chaîne de "valeur" identifiée dans la wilaya de Guelma, en lien avec la filière lait, a indiqué le même responsable, soulignant que les

formations ciblant des jeunes de 18 à 35 ans, portent sur les métiers de "collecteur de lait", de "conducteur de ligne de conditionnement laitier" et de "producteur fromager". La rencontre de sensibilisation a également été marquée par la participation d'une délégation internationale d'experts représentant le bureau de l'OIT en Algérie et le FIDA, qui ont écouté les avis des jeunes et des représentants des entreprises économiques activant dans le domaine de la production du lait et ses dérivés. Un débat s'est également engagé entre les experts internationaux et les opérateurs activant dans la filière laitière autour des modalités pratiques d'intégration au projet international "ProAgro Jeunes".

EL-MEGHAÏER

Journée d'information au profit des opérateurs économiques

Les facilitations douanières accordées par les pouvoirs publics aux opérateurs économiques en matière d'exportation ont été expliquées lors d'une journée d'information tenue mardi dans la wilaya d'El-Meghaïer, à l'initiative de la Direction régionale des douanes algériennes, dont le siège est à Ouar gla.

Cette journée qui a eu pour cadre l'Institut national spécialisé en formation professionnelle "Chahid Zeghad Mohamed" d'El-Meghaïer, s'inscrit au titre des journées d'information lancées par la Direction générale des Douanes Algériennes (DGA) en coordination avec la Chambre algérienne de l'industrie et du commerce et l'Agence nationale de promotion des exportations et

du commerce extérieur. Placées sous le slogan "Accompagner les entreprises pour appuyer la relance économique", ces journées de vulgarisation interviennent en application des démarches des pouvoirs publics portant renforcement des mécanismes de l'accompagnement des opérateurs économiques pour la promotion des échanges commerciaux internationaux, ont indiqué les organisateurs. Intervenant à ce titre, l'inspecteur principal Sâad Mahdjoubi, chef des services techniques douaniers à l'Inspection divisionnaire des douanes d'El-Oued, a abordé une série d'avantages et de facilitations accordés aux opérateurs économiques notamment celles liées aux procédures douanières, aux systèmes dou-

aniers ainsi que le contrôle douanier. De son côté, le responsable de la Chambre du commerce et d'industrie "CCI Wahat Righ", Malek Walid, a passé en revue les instances et organismes soutenant l'exportation et les normes internationales de la qualité. Les intervenants parmi les services des douanes ont également souligné les missions dévolues à ce corps constitué et l'adhésion de l'institution douanière à la stratégie et les efforts déployés dans la concrétisation sur le terrain des orientations des hautes instances du pays. Cette journée a été mise à profit par les opérateurs économiques, producteurs, exportateurs et concernés par le commerce extérieur, pour s'enquérir des détails liés à l'exportation.

SOUK AHRAS

Plus de 133.000 hectares ciblés par la campagne des labours semilles (DSA)

La campagne des labours semilles de la saison 2023-2024 lancée à la mi-novembre courant dans la wilaya de Souk Ahras cible une superficie de 133.606 hectares, a indiqué mardi le directeur des services agricoles (DSA). Dans une déclaration à l'APS, Abdelhakim Aïssat a précisé que 71.819 hectares de cette surface seront emblavés de blé dur, 31.018 hectares de blé tendre, 25.475 hectares d'orge, 708 hectares d'avoine et 4.586 hectares de lentilles et pois chiche. Les services agricoles aspirent dépasser cette superficie pour atteindre plus de 153.000 hectares qui représentent la moyenne des terres annuellement emblavées dans la wilaya, a-t-il dit. Pour garantir le succès de la campagne, la Coopérative des céréales et légumes secs (CCLS) a mis 101.576 quintaux de semences de céréales et 709 quintaux de semences de lentilles et pois chiche à la disposition des agriculteurs, a fait savoir le même responsable. Pas moins de 17.803 quintaux de fertilisants dont 13.794 quintaux d'engrais phosphatés et 4.009 quintaux d'engrais azotés sont également fournis par la CCLS qui a ouvert sept points de vente dont deux au chef-lieu de wilaya et dans les communes de Sedrata, M'daourouch, Merahna, Taoura et Tiffech, a ajouté la même source.

APS

A L G É R I E - T U R Q U I E

Le président du CREA appelle à tisser des alliances industrielles entre les opérateurs algériens et turcs

Le président du Conseil du renouveau économique algérien (CREA), Kamel Moula a appelé, mardi à Alger, à tisser des alliances industrielles entre les opérateurs algériens et turcs, susceptibles de créer de la valeur ajoutée et de pénétrer de nouveaux marchés internationaux.

Dans une allocution prononcée lors des travaux du Forum économique algéro-turc, coprésidé par le président turc, Recep Tayyip Erdogan, et le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, au Centre international des conférences "Abdelatif-Rahal", M. Moula a affirmé qu'"il est indispensable de créer une intégration des investissements et des expertises entre les deux pays afin de permettre aux économies algérienne et turque de faire face aux défis stratégiques et mondiaux".

Il a ajouté qu'"au moment où la Turquie a démontré au monde sa grande capacité d'exportation grâce au développement exceptionnel de son secteur industriel, l'Algérie dispose d'atouts majeurs, car elle se trouve aux portes des continents africain et européen, ce qui appelle les opérateurs des deux pays à travailler ensemble pour pénétrer de nouveaux domaines sur les marchés mondiaux par le biais d'alliances industrielles à forte valeur ajoutée et mettant les deux pays sur la voie d'une croissance durable et inclusive".

Outre l'industrie, M. Moula a mis en relief les opportunités d'investissement dans le secteur du tourisme algérien, qui dispose d'atouts importants, appelant les investisseurs turcs à organiser des visites spéciales pour découvrir les opportunités qu'il recèle. Dans le même contexte, le président du CREA a exhorté les opérateurs turcs à intensifier leurs investissements en Algérie, profitant de l'amélioration "remarquable" du climat des affaires dans le pays.

"Le climat des affaires s'améliore de jour en jour, grâce à la détermination du président de la République, et grâce aux réformes structurelles entreprises par le gouvernement", outre "la levée des restrictions qui pourraient entraver l'essor des entreprises et des investissements productifs", a-t-il affirmé. A cela s'ajoute le dialogue permanent et efficace entre les pouvoirs publics et les opérateurs économiques, qui a permis de "rétablir la confiance nécessaire pour travailler au développement économique".

Cette confiance "évidente", s'est traduite par l'enregistrement de milliers de projets d'investissement au niveau de l'Agence algérienne pour la promotion de l'investissement, selon M. Moula, qui a également souligné l'importance du processus de numérisation des procédures administratives et de l'adoption de nouvelles législations permettant d'ouvrir de larges perspectives à la réalisation des investissements, comme la loi sur le foncier économique et la suppression de la taxe sur l'activité professionnelle.

Le Forum économique algéro-turc, organisé au Centre international de conférences "Abdelatif-Rahal" sous le slogan "Pour un partenariat économique productif et durable", s'inscrit dans le cadre de la visite officielle du président Erdogan en Algérie. Ce forum, organisé par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie, a été marqué par la présence d'un nombre important d'opérateurs économiques des deux pays, venus pour explorer les voies et moyens de renforcer les relations économiques et commerciales entre l'Algérie et la Turquie.

L'Algérie aspire à un partenariat économique fructueux et une coopération mutuellement bénéfique avec la Turquie (Larbaoui)

Le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui a affirmé, mardi à Alger, que l'Algérie qui a réalisé nombre d'acquis en matière d'amélioration du climat des affaires, aspire à voir les investisseurs turcs contribuer à la réalisation d'un partenariat économique fructueux avec leurs homologues algériens, et à concrétiser un modèle économique basé sur la diversification, la réalisation des intérêts communs et une coopération mutuellement bénéfique. Dans son allocution à l'ouverture des travaux du forum algéro-turc tenu ce mardi à Alger en présence du président turc, M. Recep Tayyip Erdogan, le Premier ministre a indiqué que "l'Algérie qui se félicite des acquis réalisés en matière d'amélioration du climat des affaires et d'investissement, aspire à voir les investisseurs turcs contribuer à asseoir un partenariat économique fructueux avec leurs frères, les hommes d'affaires algériens, et à concrétiser un modèle économique basé sur la diversification, la réalisation des intérêts communs et une coopération mutuellement bénéfique".

Mettant en avant le "saut qualitatif" enregistré ces dernières années par les relations algéro-turques notamment après l'échange des visites présidentielles, M. Larbaoui a assuré que les relations bilatérales se renforcent davantage occupant aujourd'hui une place de choix à la lumière des entretiens importants menés par le président turc et le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune.

Ces entretiens, poursuit M. Larbaoui, "ont affirmé une nouvelle fois la volonté politique commune animant les deux dirigeants à construire un partenariat intégré, traduit par la signature de nombreux accords de coopération bilatérale dans divers domaines et secteurs prometteurs".

Le slogan du forum "Pour un partenariat économique pro-

Le Président Erdogan incite les opérateurs économiques turcs à tirer pleinement profit des opportunités d'investissements offertes en Algérie

Le président turc, M. Recep Tayyip Erdogan a incité, mardi à Alger, les opérateurs économiques de son pays à tirer "pleinement" profit des opportunités de coopération et de partenariat avec leurs homologues algériens.



Les opérateurs économiques turcs doivent "continuer à tirer pleinement profit de la coopération et des nouvelles opportunités offertes", a indiqué le président turc lors des travaux du forum économique algéro-turc, tenu sous la coprésidence du président turc, M.

Recep Tayyip Erdogan et du Premier ministre, M. Nadir Larbaoui au Centre international des conférences (CIC).

Et d'ajouter qu'"il suit avec appréciation les efforts de l'Algérie visant à améliorer les capacités de production locale dans les secteurs hors hydrocarbures".

Outre les secteurs d'activité hors hydrocarbures, le Président turc a souligné l'ambition de son pays de hisser les relations "ancrées" avec l'Algérie dans le domaine de l'énergie à "un partenariat à long terme à travers sa diversification avec une nouvelle vision".

Il s'est dit également favorable aux investissements algériens en Turquie, affirmant que son pays "continuera à assurer les facilités nécessaires pour leur augmentation".

Le président turc s'est, en outre, félicité du niveau des relations entre l'Algérie et la Turquie dans

divers domaines, notamment économique et commercial, qui sont le fruit de la volonté mutuelle affirmée par les dirigeants des deux pays lors de différentes visites.

Dans ce contexte, le Président Erdogan a indiqué que le volume des échanges commerciaux entre l'Algérie et la Turquie avait augmenté de 27% en 2022, par rapport à 2021, atteignant 5 mds usd au cours des dix premiers mois de 2023, soit une augmentation de 19% en comparaison avec la même période de l'année précédente.

Il a ainsi émis le vœu de voir ce chiffre atteindre les 6 mds usd d'ici la fin de l'année en cours.

Agression sioniste contre Gaza: la position courageuse de l'Algérie mise en avant

Concernant les investissements, le président turc a fait savoir que leur valeur marchande approchait les 6 mds usd, affichant l'ambition de son pays d'atteindre les 10 mds usd dans un futur proche.

Il a annoncé la préparation d'une convention bilatérale pour la protection et l'encouragement des investissements mutuels, laquelle convention est en cours de discus-

sion actuelle ment afin de donner "une nouvelle impulsion aux investisseurs des deux pays".

Au forum économique algéro-turc, M. Erdogan a salué la position algérienne face à l'agression sioniste "barbare" contre Gaza, relevant que "l'Algérie était parmi les pays ayant réagi énergiquement et vigoureusement devant la situation à Gaza".

Le président turc a affirmé que sa rencontre, avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune a permis d'évoquer "en détail ce qu'il faut faire pour cesser l'effusion de sang".

Mettant l'accent sur l'impératif "de ne pas laisser impunis les crimes de guerre et les crimes contre l'humanité" commis par l'entité sioniste, M. Erdogan a souligné que "ceux qui tuent sauvagement les enfants, les femmes et les personnes âgées doivent être jugés et condamnés non seulement devant la conscience humaine mais aussi devant la justice internationale".

Le président turc a, en outre, réaffirmé la nécessité d'intensifier la coopération pour reconstruire la bande de Gaza et mobiliser les moyens financiers à cet effet.

mise en œuvre du programme du président de la République visant à instaurer un modèle économique ouvert et diversifié, protégé par un cadre législatif et juridique, rassurant et stimulant l'investissement. Il a affirmé, dans ce sens, que la loi sur l'investissement, promulguée en juillet 2022, avec ses textes d'application, constitue un système juridique intégré qui consacre la liberté d'investissement et l'égalité entre les investisseurs, sans distinction entre l'investisseur local ou étranger, protège leurs investissements et garantit leur droit de transférer le capital investi et ses revenus. Il a évoqué, à ce propos, "la décision fondamentale prise par le président de la République portant suppression de la règle dite 51/49, à l'exception de certains secteurs stratégiques, afin de réunir un environnement plus ouvert et plus attractif pour les investisseurs étrangers".

Affirmant que le nouveau cadre relatif à la promotion de l'investissement était adapté aux meilleures pratiques internationales pour développer les relations d'échange et d'investissement avec nos principaux partenaires économiques, notamment avec la Turquie, le Premier ministre a souligné que la vision stratégique du Président Tebboune "a permis à l'Algérie d'exploiter au mieux ces avantages que la place au cœur de la dynamique économique en Afrique".

M. Larbaoui s'est dit, par ailleurs, convaincu que les débats et les échanges entre les opérateurs économiques lors du forum constitueront une étape supplémentaire pour réaliser les aspirations communes des deux Présidents "dans l'objectif de hisser les relations de coopération bilatérale au niveau des relations exemplaires et privilégiées entre l'Algérie et la Turquie, compte tenu de leurs immenses capacités et de leur rôle axial dans leurs espaces d'appartenance".

MARCHÉS BOURSIERS

Les Bourses occidentales consolident, la place argentine fait la fête

Les Bourses occidentales se sont repliées mardi sur un marché attentiste, tandis que les investisseurs argentins ont applaudi la victoire à l'élection présidentielle de Javier Milei.

A Wall Street, le Dow Jones a cédé 0,18%, l'indice Nasdaq a perdu 0,59% et l'indice élargi S&P 500 a rendu 0,20%.

En Europe, Paris a reculé de 0,24%, Londres de 0,19% et Francfort a fini presque stable (-0,01%). Milan a cédé 1,31%, souffrant des pertes de son secteur bancaire.

En Argentine, en revanche, la Bourse de Buenos Aires a bondi de 22,8%, lors de la première journée de cotation après le succès de Javier Milei au second tour de la présidentielle, dimanche.

Depuis le début de l'année, l'indice phare S&P Merval a presque quadruplé, mais cette performance est surtout due à la dévaluation de la monnaie en raison de l'inflation galopante (140% sur un an). A New York, la séance a été l'occasion d'une pause et de prises de bénéfices après plus de deux semaines de progression. Rome, qui doit se retirer du capital de MPS afin de satisfaire



aux exigences de la Commission européenne mais n'a pas trouvé un repreneur pour l'entreprise. A la Bourse de Milan, le titre a chuté de 7,94%, Banco BPM de 4,02%, BPER Banca de 3,87%. Les cours du pétrole ont fini en ordre dispersé, sur un marché attentiste avant une fin de semaine tronquée par un jour férié (Thanksgiving) et ponctuée par une réunion très attendue du groupe Opec+, dimanche. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, a grignoté 0,15%, pour clôturer à 82,45 dollars.

Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, dont c'était le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, s'est effrit de 0,07%, à 77,77 dollars. Sur le marché des changes, le billet vert se reprenait un peu (+0,26%), à 1,0911 dollar pour un euro.

La Bourse de Paris termine en baisse

La Bourse de Paris a terminé en baisse de 0,24% mardi relâchant quelques gains des dernières semaines dans un climat de prudence avant le compte-rendu de la dernière réunion de la Réserve fédérale américaine (Fed).

L'indice vedette CAC 40 a reculé de 17,48 points à 7.229,45 points.

La veille, il avait pris 0,48%. Les investisseurs ont adopté un

positionnement prudent avant les deux principaux événements de la semaine, la publication des "minutes" de la dernière réunion de la Fed et les résultats financiers du géant technologique Nvidia, tous deux après la clôture.

Côté Banque centrale européenne (BCE), le risque est le même selon des analystes. Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt de l'emprunt de l'Etat français à 10 ans, l'échéance qui

fait référence, a continué sur sa tendance globale à la baisse. Il a terminé autour de 3,12%.

Les résultats du troisième trimestre du géant Nvidia, qui avait lancé en mai la frénésie des investisseurs sur les entreprises touchant de près ou de loin à l'intelligence artificielle, sont aussi attendus. Depuis le début de l'année, son action a été multipliée par 3,4.

La Bourse de Tokyo en petite hausse en matinée

La Bourse de Tokyo évoluait en légère hausse mercredi en matinée, malgré le recul de Wall Street la veille, mais les investisseurs ne prenaient pas trop de risques à la veille d'un jour férié aux Etats-Unis comme au Japon.

Après un départ en petite baisse, l'indice vedette Nikkei gagnait 0,31% à 33.458,19 points vers 00H40 GMT et l'indice élargi Topix prenait 0,55% à 2.380,80 points. La Bourse de New

York a terminé mardi dans le rouge, manquant de rythme avant une fin de semaine tronquée par un jeudi férié aux Etats-Unis pour la fête de Thanksgiving.

Jeudi sera également chômé par la Bourse de Tokyo, en raison du jour de la fête du travail au Japon.

Les valeurs japonaises du secteur des semi-conducteurs n'étaient pas à la fête malgré les excellents résultats trimestriels de

l'américain Nvidia publiés la veille et ses prévisions supérieures aux attentes.

Les performances financières de Nvidia sont désormais considérées comme un baromètre du marché très prometteur de l'intelligence artificielle (IA) générative, dont l'interface ChatGPT est actuellement la tête de gondole. Tokyo Electron perdait 1,28% vers 00H30 GMT, Advantest lâchait 2,39% et Screen Holdings 0,81%. L'action de SoftBank

Group, le géant japonais des investissements dans la tech qui mise désormais beaucoup sur l'IA générative, reculait de 0,2%. Le dollar valait 148,25 yens vers 00H35 GMT (-0,1%) et l'euro 161,82 yens (-0,05%). La monnaie européenne cotait par ailleurs à 1,0916 dollar (+0,04%).

Le calme plat régnait aussi sur le marché du pétrole, où le baril de WTI américain stagnait (-0,06% à 77,72 dollars vers 00H30 GMT).

EUROPE

BCE : "Pas encore temps de crier victoire" face à l'inflation, prévient Lagarde

La présidente de la Banque centrale européenne Christine Lagarde a prévenu mardi qu'il n'était "pas encore temps de crier victoire" malgré la baisse de l'inflation en zone euro et la pause dans les hausses de taux menées par l'institution.

"Il n'est pas encore temps de crier victoire (...)", a-t-elle indiqué, lors d'une conférence à Berlin.

"Nous pouvons agir à nouveau si nous constatons qu'il y a des risques croissants de ne pas atteindre notre objectif d'inflation", a prévenu la présidente de l'institution qui semble ainsi ne pas exclure un nouveau tour de vis monétaire si nécessaire.

"Nous sommes dans une phase (...) que je caractériserais

comme étant vigilante et concentrée", a-t-elle ajouté, reconnaissant toutefois que l'inflation avait "considérablement diminué" en zone euro.

La Banque centrale européenne a maintenu à leur niveau ses principaux taux d'intérêt lors de sa dernière réunion de politique monétaire en octobre, après dix hausses consécutives pour lutter contre l'inflation en zone euro.

Cette pause est intervenue alors que la hausse des prix a fortement ralenti dans la zone, à 2,9% en octobre, proche de l'objectif de moyen terme de 2% visé par l'institution.

La dirigeante a de nouveau signalé que des baisses de taux n'étaient pas à attendre prochainement.

Les niveaux actuels de taux, "maintenus à leur niveau pour une durée suffisamment longue, contribueront considérablement à ramener l'inflation à notre objectif à moyen terme au moment voulu", a-t-elle déclaré, reprenant des éléments de langage des dernières réunions de politique monétaire.

"Le voyage n'est pas terminé, et nous devons terminer ce voyage", a ajouté Christine Lagarde.

Les taux d'intérêt directeurs de la BCE ont été portés à leur plus haut historique - le principal d'entre eux sur les dépôts campe désormais à 4% - entre juillet 2022 et septembre 2023, pour combattre une inflation record en zone euro dans le sillage du conflit en Ukraine et de la reprise post Covid-19.

Banques: "manque généralisé de transparence" sur la finance verte en Europe, selon une étude

Les banques européennes ne cessent de vanter leurs accomplissements en matière de "finance verte", mais en raison d'un "manque généralisé de transparence" il est "impossible de dire" dans quelle mesure leurs déclarations sont exactes, affirme une étude mercredi.

"D'après les déclarations des banques elles-mêmes et les objectifs qu'elles se fixent, il n'est pas clair si elles fournissent réellement

le financement nécessaire à la transition", affirme dans un communiqué Xavier Lerin, directeur de recherche pour l'ONG britannique ShareAction.

Les banques sont régulièrement pointées du doigt pour leurs progrès trop lents en matière de transition écologique et appelées à cesser de financer les activités les plus émettrices de carbone.

L'étude s'est penchée sur les pratiques des

vingt plus grandes banques européennes et note que si toutes se fixent des objectifs ou rendent compte de leurs activités dans ce domaine, elles ne publient le plus souvent pas le détail de leurs calculs et n'hésitent pas à comptabiliser certaines activités contestables dans les financements verts.

Autres problèmes relevés par l'étude, seules 35% des banques étudiées mesurent l'impact réel de leur financement et un pour-

centage encore plus faible précise si les financements concernent de nouveaux actifs ou des projets existants.

ShareAction appelle les établissements bancaires européens à se fixer des objectifs clairement scientifiques et les décideurs politiques comme les régulateurs à fixer des normes qui s'assurent que les banques mesurent correctement l'impact de leurs financements.

Glyphosate: des ONG vont saisir la justice de l'UE contre la reconduction de l'autorisation

Des ONG environnementales ont annoncé mardi leur intention de saisir la justice européenne pour contester la décision de Bruxelles de reconduire pour dix ans l'autorisation du glyphosate dans l'UE.

La Commission européenne a annoncé la semaine dernière qu'elle allait renouveler l'autorisation de l'herbicide controversé, après un vote où les Etats membres ne sont pas parvenus à dégager une majorité. Bruxelles devrait adopter formellement sa décision au cours des deux prochaines semaines, avant l'expiration le 15 décembre de l'autorisation actuelle. L'association Pesticide Action Network (PAN) Europe, se prépare à contester cette décision, dès qu'elle sera en vigueur, devant la Cour de justice de l'UE, en asso-

ciation avec quatre ONG (Généérations futures, PAN Allemagne, PAN Pays-Bas et Global 2000).

"Cette réapprobation contredit directement les conclusions de nombreux scientifiques indépendants sur les effets du glyphosate (...). Elle contrevient à la législation européenne sur les pesticides, qui donne la priorité à la santé et à la protection de la biodiversité", a fait valoir le directeur-exécutif de PAN Europe, Martin Dermine.

Le glyphosate, substance active de plusieurs herbicides très courants, avait été classé en 2015 comme "cancérogène probable" par le Centre international de recherche sur le cancer de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) -- conclusion confirmée en 2021 en France par l'Institut

national de la santé et de la recherche médicale (Inserm).

En juillet, l'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a indiqué n'avoir pas identifié de "domaine de préoccupation critique" chez les humains, les animaux et l'environnement susceptible d'empêcher l'autorisation de l'herbicide, tout en reconnaissant un manque de données.

S'appuyant sur les jurisprudences, PAN Europe reproche aux régulateurs européens de ne pas "avoir suivi leurs lignes directrices" dans l'examen du potentiel caractère cancérogène du glyphosate en ignorant de "nombreuses études" sur sa toxicité, et à la Commission de "ne pas avoir respecté le principe de précaution".

BOUMERDES

Baisse de 15% dans la production de raisins en raison des fortes chaleurs (DSA)

Une baisse de l'ordre de 15% a été enregistrée dans la production de raisin à Boumerdes comparativement à la saison écoulée, en raison des fortes chaleurs de l'été dernier, a-t-on appris mardi auprès de la direction locale des services agricoles (DSA).

"La production de la wilaya pour la présente campagne qui a débuté en juillet dernier pour s'achever à la fin novembre courant, a été estimée à 3,3 millions de qx, contre 3,9 millions de qx, la saison écoulée, soit une différence de près de 600.000 qx, équivalant à 15 % de moins que l'année dernière", a indiqué la responsable du service des statistiques et de la production à la DSA, Sabrina Bichari.

La responsable a imputé la baisse de la récolte du raisin aux fortes chaleurs de l'été dernier, ayant dépassé parfois les 50 degrés. Elle a néanmoins souligné que des efforts ont été consentis pour le maintien du leadership de Boumerdes en viticulture. La wilaya occupe, en effet, la première place nationale dans la production de raisins pour la quatrième fois consécutive (de 2019 à 2023). Un leadership confirmé par le président de l'association des viticulteurs de la wilaya, Hocine Oumelal, qui a assuré que la filière a réalisé ces dernières années une croissance de plus 360 %?, impliquant, selon lui, la "nécessité de valoriser la production en intégrant dans l'industrie de transformation".

Des viticulteurs ont déploré "le coût élevé" de la transformation du raisin, appelant les autorités concernées, notamment les banques, "à leur accorder des aides et des facilités pour relancer et développer cette filière".

Ils ont, également, plaidé pour un accompagnement technique pour développer la variété "Sabel", représentant le plus gros de la production, "en vue de sa conservation et sa transformation", parallèlement à la plantation de nouvelles variétés de raisins de nature à être conservées, séchées et transformées. Selon Mme. Bichari, "une majorité des viticulteurs hésite à investir dans la transformation du raisin, en dépit de la disponibilité du secteur à les accompagner", affirmant que la DSA "n'a reçu, à ce jour, aucune demande d'investissement dans ce domaine". Elle a attribué cette situation à plusieurs facteurs, le plus important étant, selon elle, le fait que la variété dominante dans la production de raisin, le Sabel, est "rapidement périssable et ne supporte ni conservation ni réfrigération", outre le "manque d'expérience conjugué au coût pour la réalisation de nouvelles plantations d'autres variétés aptes à être transformées". A noter que le vignoble de la wilaya enregistre, chaque année, une hausse de 1.000 ha. La superficie globale du vignoble local a été estimée, cette année, à près de 19.600 ha, soit 31% de la superficie agricole utile (SAU) de la wilaya et 70% de la superficie irriguée. Près de 90% du vignoble de la wilaya est classé comme "haute-productif", dont un taux de 44% de la production est assuré par les communes de Bordj Menail, Sidi Daoud et Baghla.

La wilaya de Boumerdes assure la production de 11 variétés de raisins, le Sabel occupe le haut de la liste avec un taux de 49% de la production locale, suivi par le Red Globe, le cardinal, le dattier, et le muscat, entre autres.

APS

AÏN TEMOUCHENT

Vers la création d'une unité de gestion de la réserve de l'île Rachgoun

Les services de la wilaya d'Aïn Temouchent envisagent la création d'une unité de gestion de la réserve naturelle de l'île de Rachgoun, a-t-on appris mardi auprès de cette instance.

Cette unité, relevant du secteur public, revêtira un caractère commercial et industriel et prendra en charge la mise en œuvre des missions liées à la concrétisation des objectifs du développement durable du domaine de la réserve naturelle de l'île de Rachgoun, oeuvrant à concrétiser les activités liées à la préservation de la biodiversité, des ressources naturelles et le legs civilisationnel de la réserve, a-t-on ajouté.

Les membres de l'APW ont approuvé, mardi lors des travaux de la session ordinaire, la création d'une unité de gestion de la réserve naturelle de l'île de Rachgoun, durant laquelle le vice-président de l'APW Lakhdar Belguerraz a souligné dans sa présentation du dossier de création de cette unité qu'"elle constitue une valeur ajoutée aux efforts de l'Etat visant à concrétiser des mécanismes susceptibles de préserver les zones humides et les réserves naturelles".

L'élu a rappelé également



les différentes composantes naturelles dont dispose cette île, classée comme réserve naturelle sur décision de wilaya en avril dernier, et s'étendant sur une superficie globale de 70,160 km2 protégée et revêt une importance dans l'équilibre écologique, surtout qu'elle recense des dizaines d'espèces d'oiseaux migrateurs et de poissons menacés de dispari-

tion. Le Directeur de wilaya de l'Environnement et des Energies renouvelables d'Aïn Temouchent, Yacine Boulahia, a salué l'approbation de la décision de création de cette unité, qu'il considère comme un "outil réglementaire susceptible de garantir la gestion optimale de cette réserve naturelle". Le Directeur de la Pêche et les Ressources Ha-

lieutiques de la wilaya, Houari Gouisssem, a affirmé que les professionnels du secteur sont conscients de l'importance de cette réserve naturelle, sa valeur environnementale dans la préservation des richesses halieutiques, l'écosystème et l'opération de création de cette unité de gestion réglementera les activités dans cette réserve.

STATION DE DESSALEMENT D'EAU DE MER DE CHLEF

Arrêt de la production pour 5 jours (ADE)

Un arrêt de la production d'une durée de cinq (5) jours interviendra à partir de dimanche prochain au niveau de la station de dessalement d'eau de mer de Mainis (commune de Ténès), pour cause de travaux de maintenance périodiques, a fait savoir l'Unité de Chlef de l'Algérienne des eaux (ADE) dans un communiqué rendu public mardi. Selon le document, la station de dessalement d'eau de mer de Mainis fera l'objet, à partir du dimanche 26 novembre,

de travaux de maintenance périodiques, à l'origine d'un arrêt de la production à son niveau, et d'une perturbation dans le programme de distribution d'eau potable des communes alimentées à partir de cette station. En conséquence, l'ADE de Chlef a mis au point un programme spécial pour assurer l'alimentation en eau potable des grandes agglomérations urbaines, en fonction de la ressource disponible, selon la même source. Un appel a été en outre lancé

en direction des clients concernés, en vue d'une utilisation rationnelle de cette ressource vitale, dans l'attente de la reprise de la production et du retour de la distribution d'eau à son rythme habituel, dès achèvement de ces travaux. Dotée d'une capacité de production de 200.000 M3 d'eau/jour, la station de dessalement d'eau de mer de Mainis assure l'alimentation en eau potable de 27 communes sur les 35 que compte la wilaya de Chlef.

ANNABA

Prise en charge de plus de 600 préoccupations soulevées par le Comité de la ville (wilaya)

Pas moins de 665 préoccupations liées à 24 secteurs d'activité, soulevées par le Comité de la ville de la wilaya d'Annaba depuis la création de cet instrument citoyen en octobre dernier, sont prises en charge, ont indiqué, mardi, les services de la wilaya. Hana Labiod, chargée de gérer la page officielle de ce comité sur les réseaux sociaux, a précisé, dans une déclaration à l'APS, que les préoccupations soulevées par le comité de la ville, qui constitue "un trait d'union entre les acteurs de la société civile et les responsables des différents secteurs", ont essentiellement trait aux "affaires publiques et au cadre de vie des citoyens sur l'ensemble du territoire de la wilaya".

La même responsable a ajouté que les questions relatives aux aménagements urbains, aux ressources en eau, aux transports, à la jeunesse et aux sports "sont au premier plan des préoccupations prises en charge, en particulier en ce qui concerne l'amélioration urbaine, la mise à niveau du cadre de vie de la population, le renforcement de l'AEP (alimentation en eau potable), la réparation des fuites dans le réseau d'assainissement, le traitement de l'environnement, ainsi que l'amélioration des transports et vers les communes reculées et montagneuses, telles que Seraïdi et Chetaïbi, notamment".

Dans le cadre de cet instru-

ment "citoyen et démocratique" qu'est le comité de la ville, plusieurs mesures ont également été prises pour répondre aux préoccupations liées au raccordement au réseau de fibre optique dans les cités résidentielles des différentes zones urbaines du chef-lieu de la wilaya, et des pôles urbains d'El Bouni, d'El Hadjar, de Sidi Ammar et de la nouvelle ville Benmostefa-Benaouda, en plus d'autres mesures visant à répondre à des préoccupations liées à la santé, à l'éducation et à la jeunesse et aux sports, selon Mme Labiod.

Selon la même source, il est, par ailleurs, prévu d'inscrire des opérations urgentes de nettoyage en matière de dévelop-

pement pour prendre en charge les préoccupations relatives à l'amélioration du cadre de vie des citoyens, et qui ne manqueront pas d'insuffler, localement une dynamique de développement. C'est ainsi, a-t-elle ajouté, que la question de la création de marchés de proximité dans des communes rurales et éloignées comme Oued El Aneb, El Eulma, Chorfâ et Seraïdi, est "prise en charge". Toutes les préoccupations et les mesures prises par les responsables des secteurs concernés pour y répondre, ainsi que les délais de leur mise en œuvre, seront publiés sur la page officielle du comité de la ville de la wilaya d'Annaba, a-t-on affirmé de même source.

MOSTAGANEM

Démantèlement d'un réseau national d'émigration clandestine

Les services de police de Mostaganem ont réussi à mettre fin aux activités d'un réseau criminel national spécialisé dans l'organisation de traversées clandestines par mer composé de 10 individus, a indiqué mardi un communiqué de la Sûreté de wilaya.

Le communiqué a précisé que l'opération a été menée par la brigade de lutte contre le trafic de migrants, suite à l'exploitation d'informations, selon lesquelles un groupe d'individus s'appropriait à quitter clandestinement le territoire national à partir de l'une

des plages de la wilaya de Mostaganem.

Les investigations menées par la police ont permis l'identification des 10 suspects originaires de Mostaganem, Oran, Relizane et Blida, selon la même source, ajoutant que 9 individus membres de ce réseau ont été arrêtés, alors que le 10e suspect se trouve en état de fuite. Lors des perquisitions effectuées au niveau de domiciles suspects, une embarcation pneumatique dotée de moteur a été saisie, ainsi que 6 jerricans de carburant et d'autres

objets utilisés dans la navigation, notamment des rames et une pompe à air, entre autres. Sous l'accusation de trafic de migrants, dans le cadre d'une bande criminelle organisée, contre un bénéfice financier, préparation et tentative de sortie clandestine du territoire national, les services de police ont engagé une procédure judiciaire à l'encontre des suspects arrêtés, qui ont été présentés devant le procureur de la République près le tribunal de Mostaganem, a indiqué la même source.

ITALIE

Une fillette de deux ans meurt dans le naufrage d'un bateau de migrants

Les garde-côtes italiens ont annoncé mardi avoir secouru 40 migrants naufragés sur les côtes de l'île de Lampedusa, mais déploré la mort d'une fillette de deux ans, tandis que les recherches d'autres passagers se poursuivent.

Les migrants ont été secourus lundi soir après avoir été découverts sur un rîcif de Lampedusa, mais les efforts pour ranimer une "petite fille sans vie" parmi eux ont échoué, ont-ils précisé dans un communiqué. Des recherches étaient en cours pour tenter de retrouver d'autres passagers, disparus, dont le nombre n'a pas été précisé, selon les garde-côtes.

L'agence italienne Ansa a indiqué qu'il s'agit de huit personnes, dont deux enfants. Un autre bateau transportant 576 migrants a



également rencontré des problèmes lundi soir dans la zone italienne de recherche et de secours en Méditerranée et des navires ont été envoyés pour les secourir. Les

mauvaises conditions météo ont empêché le transfert de ces migrants sur un navire plus sûr, de sorte que leur embarcation a été escortée jusqu'au port de Lampedusa, a ajouté la garde côtière.

"Le naufrage, les personnes disparues et la mort d'une fillette de deux ans représentent l'énîme informant tragique concernant un phénomène qui ne s'arrête pas et qui voit Lampedusa revivre le drame de la migration", a déclaré Debora Diodati, vice-présidente de la Croix-Rouge italienne, citée dans un communiqué.

INDE

Une caméra pour les 41 ouvriers bloqués dans un tunnel effondré

Les secouristes ont annoncé mardi avoir pu acheminer une caméra jusqu'aux 41 ouvriers bloqués depuis dix jours en Inde dans un tunnel en construction qui s'est effondré, des hommes qui seraient "en sécurité" mais dont le sauvetage dans l'Himalaya indien s'avère complexe. Une vidéo diffusée par les autorités locales montre ces hommes, dont la barbe a poussé, dûment casqués et apparemment en bonne santé, se rassembler autour de la caméra, dans la vaste cavité où ils ont réussi à trouver refuge. "Nous vous ferons sortir en toute sécurité, ne vous inquiétez pas", martèle une voix audible sur la bande son de cette vidéo. La caméra a été acheminée le long d'un tuyau de secours élargi, d'un diamètre de 15 centimètres, par où il est désormais possible de leur faire parvenir des repas chauds. Les ouvriers sont bloqués sous terre depuis le 12 novembre, jour où le tunnel à la construction duquel ils travaillaient s'est partiellement effondré, sans faire de victime, près de la ville de Dehradun au nord de l'Inde, dans l'Etat himalayen d'Uttarakhand. Grâce à un premier tuyau étroit, mis en place en urgence, les secours avaient pu très rapidement leur fournir de l'oxygène, de l'eau, de la nourriture et des moyens de communication radio, levant les inquiétudes quant à leur survie immédiate. Mais la construction d'un conduit de secours permettant d'extraire les ouvriers a dû être interrompue vendredi, par crainte de provoquer de nouveaux éboulements. Samedi, un responsable a indiqué qu'il était désormais envisagé de creuser un puits de 89 mètres pour tenter de faire sortir ces ouvriers par le haut. Mais cette alternative fait également peser des risques d'éboulement et une troisième option est à l'étude, selon des médias indiens: forer un conduit depuis l'autre bout du tunnel, à travers la roche encore intacte, sur 450 mètres. "Nous mettons en œuvre tout ce qui est en notre pouvoir pour les faire bientôt sortir en toute sécurité", a souligné Pushkar Singh Dhami, dirigeant de l'Etat d'Uttarakhand, assurant dans un communiqué que "tous les ouvriers sont totalement en sécurité". M. Dhami a précisé que le Premier ministre Narendra Modi, avec lequel il s'est entretenu, avait ordonné que le sauvetage soit une "priorité absolue".

NIGERIA

Les inondations ont déplacé 650.000 enfants en 4 ans, selon l'UNICEF

Les inondations au Nigeria ont déplacé 650 000 enfants en 4 ans, indique Gerida Birukila, chef du bureau extérieur du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF). A l'occasion de la Journée mondiale de l'enfance (20 novembre), Mme. Birukila, a déclaré que "le Nigeria est la deuxième pire pays au monde en termes d'exposition et de vulnérabilité des enfants aux effets du chan-

gement climatique. Birukila a noté que "650 000 enfants ont été déplacés entre 2016 et 2021 en raison des inondations dans le pays, et que plus de 3,1 millions d'enfants pourraient être déplacés en raison des crues des rivières au cours des 30 prochaines années". Soulignant que les enfants nigériens sont touchés de manière "disproportionnée" par le changement climatique, Birukila a déclaré: "La

hausse des températures, les inondations, la sécheresse et les tempêtes intenses constituent les menaces climatiques les plus graves pour les enfants au Nigeria". La responsable onusienne a souligné enfin que "la dégradation de l'environnement et le changement climatique affectent la disponibilité alimentaire et conduisent à la malnutrition".

PAPOUASIE-NOUVELLE-GUINÉE

Vols annulés et résidents évacués suite à l'éruption d'un volcan

Certains habitants d'une île isolée de Papouasie-Nouvelle-Guinée se préparaient mardi à évacuer les environs d'un volcan en éruption qui a projeté un nuage de cendres dans le ciel, obligeant à l'annulation de certains vols, rapportent des médias citant des responsables. Des équipes ont été envoyées dans la région du mont Ulawun, sur l'île de Nouvelle-Bretagne, pour coordonner une évacuation

après le début de son éruption lundi, a déclaré Clement Bailey, responsable de la gestion des catastrophes, cité par des médias. Les vols depuis l'aéroport Hoskins de l'île ont été annulés, selon la source, ajoutant que le volcan était toujours en éruption. La Papouasie-Nouvelle-Guinée se trouve sur la ceinture de feu du Pacifique, une bande de volcans entourant les bords de l'océan.

ESPAGNE

Faute de pluies, la sécheresse ne cesse d'empirer en Catalogne

La sécheresse historique qui touche la Catalogne ne cesse d'empirer, faute de pluies suffisantes cet automne, ont mis en garde mardi les autorités locales, qui n'excluent pas de faire venir à l'avenir de l'eau par bateau pour approvisionner la région.

"La période est très critique", a déclaré à la presse David Mascort, responsable de l'action climatique de cette région du nord-est de l'Espagne. La sécheresse actuelle "est la pire en durée et en intensité", depuis le début des statistiques locales il y a une centaine d'années, a-t-il insisté.

Les précipitations sont au plus bas de-

puis 36 mois dans ce territoire où habitent près de 8 millions de personnes et dont la capitale est Barcelone, la deuxième ville d'Espagne. Le niveau des réservoirs, stockant l'eau de pluie pour son utilisation lors des mois les plus secs, a encore baissé et est aujourd'hui à près de 19% de leur capacité, contre une moyenne de 43,7% dans l'ensemble de l'Espagne, selon des statistiques officielles. Les autorités locales ont appelé la population à économiser l'eau, afin de retarder le déclenchement du seuil "d'urgence" sécheresse qui entraînerait des "restrictions importantes" en terme de

distribution d'eau, notamment dans l'agglomération barcelonaise, a souligné David Mascort. En attendant, de nouvelles mesures vont entrer en vigueur, comme la réduction de la distribution maximale d'eau de 230 à 210 litres par jour et par habitant. Une décision qui reste symbolique, la consommation moyenne d'eau en Espagne étant d'environ 130 litres par jour et par personne. L'arrosage des jardins, le remplissage des piscines sont déjà interdits depuis plusieurs mois en Catalogne, où l'utilisation d'eau à des fins industrielles ou agricoles est également limitée.

CLIMAT

L'ONU appelle à "une action climatique draconienne"

Alors que les températures mondiales montent en flèche et que les émissions de gaz à effet de serre (GES) atteignent des niveaux sans précédent, "une action climatique draconienne" est nécessaire pour éloigner le monde d'un changement climatique incontrôlable, selon un important rapport de l'ONU.

Le rapport sur les écarts d'émissions 2023, publié lundi par le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), véhicule un message clair: "à moins que les pays n'intensifient leur action climatique et ne tiennent plus que ce qu'ils ont promis dans leurs engagements pour 2030, le monde se dirige vers une température de 2,5 à 2,9 C. la

température s'élève au-dessus des niveaux préindustriels". Présentant le rapport depuis Nairobi, la directrice exécutive du PNUE, Inger Andersen, a déclaré qu'"aucune personne ni aucune économie n'est épargnée par le changement clima-

tique", soulignant le besoin urgent de "cesser d'établir des records non désirés en matière d'émissions de gaz à effet de serre, de températures mondiales élevées et de conditions météorologiques extrêmes".

"Nous devons plutôt sortir

de ce vieux schéma d'ambition insuffisante et d'action insuffisante, et commencer à établir d'autres records: en matière de réduction des émissions, de transitions vertes et justes et de financement climatique", a-t-elle souligné.

THAÏLANDE

Environ 150 iguanes capturés pour protéger l'écosystème

Les autorités thaïlandaises ont annoncé avoir capturé environ 150 iguanes en liberté dans le centre du royaume où le reptile, qui fait l'objet d'une interdiction d'importation, menaçait la biodiversité locale. Le coup de filet concerne 134 iguanes dans la province de Lopburi, 6 à Udorn Thani, et 23 dans d'autres régions du pays, a indiqué mardi le service en charge des parcs nationaux et de la conservation de la faune et de la flore (DNP). "La population qui augmente rapidement a affecté les systèmes écologiques et environnementaux, provoquant des problèmes pour les populations locales", a précisé cette agence gouvernementale. La hausse rapide du nombre d'iguanes, espèce non-endémique à la Thaïlande, a également contribué à la destruction de récoltes. Les iguanes capturés ont été placés dans des centres pour espèces sauvages. La Thaïlande a interdit récemment l'importation de toute espèce d'iguanes, un compagnon en vogue parmi les amoureux de reptiles du royaume. Il y a plus de 3.600 iguanes déclarés par environ 260 personnes à travers le pays d'Asie du Sud-Est, a indiqué le DNP. Les autorités ont annoncé que les trafiquants d'iguanes risquaient une condamnation maximale de dix ans de prison.

CHINE

Nouvelle alerte jaune à une vague de froid

Les autorités météorologiques de la Chine ont renouvelé mercredi une alerte jaune à une vague de froid, prévoyant des chutes de température et de fortes rafales dans certaines parties du pays.

De mercredi à vendredi, les températures devraient chuter de 6 à 10 degrés Celsius dans les cours moyen et inférieur du fleuve Yangtsé et dans les régions situées au nord de ceux-ci, selon le Centre météorologique chinois.

Certaines parties de la région autonome de Mongolie intérieure, de la province du Hebei et du nord-est de la Chine pourraient voir des chutes de température allant jusqu'à 20 degrés Celsius de mercredi 8 heures à vendredi 8 heures, réduisant les températures dans certaines zones à moins 30 degrés Celsius.

Des vents et des rafales forts sont prévus en même temps que les chutes de température, et les vents affecteront également les eaux au large des côtes orientales et méridionales de la Chine de jeudi à samedi, a déclaré le centre. La Chine possède un système d'alerte météorologique à quatre couleurs pour les vagues de froid, le rouge représentant le niveau le plus élevé, suivi par l'orange, le jaune et le bleu.

EHU D'ORAN

Une opération de pontage carotido-sous-clavier effectuée avec succès

Le service de chirurgie vasculaire de l'Etablissement hospitalier universitaire (EHU) "1er novembre 1954" d'Oran a effectué avec succès une opération de pontage carotido-sous-clavier, considérée comme "très complexe", a-t-on appris lundi auprès du service de communication de cet établissement. Le bénéficiaire de cette opération est un jeune homme, la vingtaine, qui souffrait d'une malformation congénitale dans l'une de ses veines, provoquant des pics de tensions, a-t-on indiqué de même source, ajoutant que son état de santé a nécessité la prise quotidienne de plusieurs médicaments et l'empêchait de poursuivre sa carrière de footballeur dans l'un des clubs locaux.

La cheffe du service de chirurgie vasculaire, Pr Bouziane Leila Ahlem, a fait savoir que le malade souffrait d'une coarctation de l'aorte (une malformation congénitale), en plus d'une Arteria Lusoria (artère sous-clavière droite, qui naît en plein coarctation), ajoutant que la coarctation de l'aorte est une maladie très rare, qui réduit l'espérance de vie des malades, qui ne dépassent guère les 30 ou 40 ans.

Le jeune malade a subi une double opération "très complexe" qui a duré plus de 5 heures, soit un pontage carotido-sous-clavier à droite, en plus d'une angioplastie stenting de la coarctation, a expliqué cette spécialiste.

L'impact de cette chirurgie est considérable sur ce patient, qui se traduit par l'arrêt de la prise des médicaments de l'hypertension et sa préservation des AVC, grâce au retour de sa circulation sanguine à la normale, a-t-elle encore souligné, ajoutant que son service est "le seul à effectuer ce genre d'opération dans la région Ouest".

ORAN

Renforcement de l'hôpital pédiatrique d'El-Menzah avec trois nouveaux services

L'hôpital pédiatrique de Haï El Menzah "Abdelkader Boukheroufa" a été renforcé avec trois nouveaux services pour améliorer la prise en charge des malades, a-t-on appris lundi auprès de la Directrice de cet établissement, Amel Khellaf. Il s'agit de services spécialisés en neurochirurgie, chirurgie viscérale et ORL, a indiqué Mme Khellaf, ajoutant que ces spécialités n'étaient pas disponibles au niveau de son établissement, qui prend en charge des enfants de toute la région Ouest du pays. La capacité d'accueil de chacun de ces trois services est de 30 lits, qui ont été implantés au niveau de la nouvelle extension de l'hôpital, un bâtiment de quatre étages, a précisé la même responsable. Le service des urgences médico-chirurgicales de cet hôpital a également été implanté au niveau de la même bâtisse, abritant par ailleurs une unité de réanimation d'une capacité de 10 lits et un centre de tri, selon la même source, qui a fait savoir que de nouveaux équipements, notamment une IRM, seront prochainement réceptionnés. Mme Khellaf a, en outre, noté que l'unité de réanimation a été créée en prévision du lancement de la transplantation rénale pour les enfants, sous l'égide de l'Agence nationale des greffes d'organes (ANG).

BECHAR

Le CRA fait don d'équipements médicaux au profit de zones éparses

Le Croissant rouge algérien a fait don d'équipements et produits médicaux au profit de structures de santé dans des zones éparses de la wilaya de Bechar, a-t-on appris samedi auprès du CRA.

"Les zones éloignées et frontalières du Sud du pays sont prioritaires en ce qui concerne les actions de solidarité et de dotation de leurs structures de santé en équipements et produits médicaux nécessaires, et ce, dans le cadre des efforts menés par le CRA en coordination avec le

secteur de la Santé pour améliorer les prestations sanitaires dans ces régions", a déclaré à l'APS la présidente du CRA, Ibtiham Hamlaoui. A la faveur de cette initiative, la salle de soins de la localité frontalière de Boukais (55 km à l'ouest de Bechar) et celle de Rosf Ettayba (160 km au nord de Bechar) ont bénéficié d'un "important" lot d'équipements et produits médicaux, a-t-elle fait savoir, affirmant que le CRA voudrait apporter une contribution à l'amélioration des conditions de prise en charge médicale

des citoyens issus des régions reculées.

Depuis début 2023, plus de 200 opérations et actions de solidarité dont des campagnes de collecte de sang, ont été menées par le comité de wilaya du CRA, a, pour sa part, indiqué son président, Mohamed Al-loua, signalant que plus de 60 tonnes d'aides humanitaires ont été collectées auprès des bienfaiteurs et donateurs au profit de la population de Ghaza, martyrisée par l'agression de l'entité sioniste. Le CRA est présent à Bechar à tra-

vers neuf comités de daïra et recense plus de 300 adhérents volontaires, de même qu'il entreprend au quotidien diverses actions de solidarité avec les différentes franges de la société, a-t-il poursuivi.

La présidente du CRA a achevé sa visite de travail de deux jours dans la wilaya en se rendant au Centre de l'enfance assistée pour s'enquérir des conditions de prise en charge des pensionnaires de cette structure qui abrite une trentaine d'enfants.

APS

NOUVEAUX NÉS

Lancement d'une enquête nationale sur la médecine maternelle et néonatale partir de 2024 (ministère)

La directrice des programmes de soin et de la déontologie médicale à la Direction générale des services de santé du ministère de la Santé, Dr Leila Bernou, a fait état, mardi à Alger, du lancement d'une enquête nationale sur la médecine maternelle et néonatale.

S'exprimant en marge d'un séminaire intitulé "Présentation des protocoles et des procédures de soins pour les nouveau-nés", la même responsable a précisé que "le ministère de la Santé lancera une enquête nationale à compter de l'année prochaine sur la médecine maternelle et néonatale", dans le cadre de la coopération entre l'Algérie et l'Organisation mondiale de la santé (OMS) pour la région africaine afin d'améliorer la prise en charge de la santé des mères et des enfants.

Ce séminaire vise à présenter les protocoles et les procédures de prise en charge des nouveau-nés, élaborés en 2021 par plusieurs experts en obstétrique, gynécologie et pédiatrie, dans le but d'améliorer la prise en charge de cette catégorie vulnérable de la société. Le ministre de la Santé, M. Abdelhak Sahli, a affirmé,



dans une allocution lue en son nom par le directeur général des services de santé au ministère,

Pr Elias Rahal, que l'Etat avait lancé, depuis les années 70, dans le cadre du traitement de base, la création d'hôpitaux et de plusieurs salles de traitement et de cliniques polyvalentes, à travers différentes régions du pays, comprenant des unités

de protection de la santé maternelle et infantile.

Outre la réglementation des carnets de santé des nouveau-nés, les autorités publiques procèdent régulièrement à la mise à jour du calendrier national de vaccination et à l'organisation des activités liées à la prise en charge des nourrissons, a-t-il ajouté.

Le même responsable a

par ailleurs indiqué que l'Algérie s'est engagée auprès de différentes instances de l'ONU à établir un plan national visant à réduire la mortalité des femmes enceintes et des nourrissons et à établir un agenda pour atteindre les objectifs de développement durable à l'horizon 2030.

Pour sa part, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) en Algérie, M. Nouhou Hamadou s'est félicité de l'élaboration de ce protocole national qui contribue, selon lui, à la bonne prise en charge des nouveau-nés et à l'uniformisation des pratiques de soins dans les structures sanitaires publiques et privées, rappelant à cet égard que l'OMS collabore avec le ministère de la Santé et tous les partenaires en ce qui concerne la prise en charge des nourrissons depuis la naissance jusqu'à la première semaine de vie.

JUMELAGE ENTRE HÔPITAUX

Réalisation d'interventions complexes en neurochirurgie à Khenchela (directeur)

Des interventions neurochirurgicales "complexes" et des consultations médicales en neurologie ont été réalisées dimanche à l'Etablissement public hospitalier (EPH) Ahmed-Ben Bella de Khenchela, dans le cadre d'un programme de jumelage entre cette structure de santé et le Centre hospitalo-universitaire (CHU) Touhami-Benflis de Batna, a-t-on appris du directeur de l'hôpital Ahmed Ben Bella. Khaled Bourmada a précisé, dans une déclaration à l'APS, qu'une équipe médicale et paramédicale dirigée par le Pr Samir Sebbane du CHU de Batna, constituée de 11 médecins spécialistes, a supervisé 4 interventions chirurgicales complexes au service de neurologie de l'hôpital Ahmed-Ben Bella au profit des patients souffrant de différentes pathologies liées au système nerveux. Le

même responsable a indiqué que l'équipe médicale venue de Batna effectuera 10 interventions "délicates", lundi, dans le cadre du programme de jumelage, au profit de "plusieurs malades dont quelques-uns ne peuvent plus se déplacer".

Il a ajouté que la même équipe médicale a également procédé à des consultations médicales spécialisées, dans le cadre de ce jumelage, au profit de personnes souffrant de multiples maladies neurologiques et de diverses affections, pour lesquelles des interventions chirurgicales seront programmées "prochainement". Dans le cadre de l'activation de l'accord de jumelage entre l'EPH "Ahmed-Ben Bella" et le CHU Khalil Amrane de Béjaïa, une équipe médicale spécialisée en chirurgie générale, composée du Pr Djamel Benabouche, chef du ser-

vice de chirurgie générale, et du Pr Salim Belkharichi, a inspecté, le week-end dernier, la salle d'opération en vue d'une opération de jumelage prévue "en décembre prochain", selon la même source. Ce jumelage donnera aussi lieu à des consultations en télé-médecine entre les deux structures de santé ainsi qu'à des journées de formation au profit des médecins généralistes de l'hôpital Ahmed-Ben Bella. M. Bourmada a rappelé que depuis le début de l'année 2023, l'hôpital de Khenchela avait été le théâtre de plusieurs interventions chirurgicales dans le cadre d'un programme de jumelage avec les CHU Dr Ben-Badis de Constantine et Touhami-Benflis de Batna, dans le but de mieux prendre en charge les patients et de leur épargner de longues distances pour bénéficier de ces services médicaux.

MOSTAGANEM

Opération d'aménagement et d'équipement de l'hôpital mère-enfant "Lalla Kheira" (wilaya)

L'hôpital mère-enfant "Lalla Kheira" de Mostaganem bénéficiera d'une opération d'urgence d'aménagement et d'équipement, ont annoncé, mercredi, les services de la wilaya. Un communiqué de la cellule d'information et de communication a souligné que le wali de Mostaganem, Ahmed Boudouh, a effectué dans la nuit de mardi à mercredi, une visite inopinée à cet hôpital, relevant du CHU de Mostaganem, pour s'enquérir de visu des conditions de prise en charge des mères et des nouveau-nés et communiquer avec le staff médical et paramédical. Dans ce cadre, le même responsable a décidé la suspension, à titre provisoire, du responsable de permanence et un des membres du personnel d'accueil, en raison de leur absence de leur lieu de travail, et a écouté les préoccupations des citoyens présents dans cet hôpital, promettant de les prendre en charge, progressivement, selon les capacités disponibles, a ajouté le même communiqué. Le wali a également ordonné l'inscription d'une opération urgente pour réaliser des travaux d'aménagement de cette structure sanitaire, parallèlement à l'acquisition de nouveaux équipements pour moderniser les services médicaux et hospitaliers offerts aux citoyens, en plus d'améliorer les conditions professionnelles des médecins, infirmiers et personnels. M. Boudouh a chargé le Directeur de wilaya de la Santé de déposer le dossier du projet de construction d'un nouvel hôpital mère-enfant, après avoir choisi le terrain qui accueillera cette structure, adjacent à l'hôpital Bensmain Boumediene (unité principale du CHU), au pôle sanitaire de Kharouba, qui comprend également une faculté de médecine et des structures sanitaires publiques et privées. Les services de la wilaya de Mostaganem avaient annoncé, plus tôt cette semaine, le renforcement du secteur sanitaire au niveau de la wilaya par de nouveaux équipements médicaux pour la prise en charge des malades, pour un coût de 70 millions de dinars, et ce comme première tranche. Cette opération a permis l'acquisition de 10 fauteuils de chirurgie dentaire, 5 appareils numériques de radiologie installés dans les salles de soins et les polycliniques au niveau de la wilaya, a ajouté le même communiqué.

PALESTINE

Ghaza: une "tragédie" sanitaire se profile, selon l'Unicef

Une véritable "tragédie" sanitaire se profile dans la bande de Ghaza, en raison du manque de carburant et d'eau, averti mardi le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef).

"S'il n'y a pas assez de carburant, nous allons assister à l'effondrement des services d'assainissement", a déclaré un porte-parole de l'Unicef, James Elder, lors d'un point de presse à Genève, décrivant la situation comme une véritable "tragédie" ou comme une "tempête parfaite" causée par l'apparition de maladies.

"Nous manquons cruellement d'eau. Les matières fécales jonchent les zones densément peuplées. Il y a un manque inacceptable de latrines", a-t-il ajouté.

Le porte-parole a également souligné qu'il était très difficile de pratiquer une hygiène personnelle ou même tout simplement de se laver les mains à Ghaza.



Lundi, le directeur exécutif du programme d'urgence sanitaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Michael Ryan, et le haut responsable des

urgences de l'équipe de l'organisation onusienne à Ghaza, Robert Holden ont décrit la situation dans l'enclave palestinienne comme "extrêmement

désespérée" en raison de l'agression sioniste en cours et ont souligné la nécessité de parvenir à un cessez-le-feu dans le territoire. Micheal Ryan a ajouté que le système de santé à Ghaza "est soumis à de fortes pressions", notant que la grande majorité des hôpitaux sont fermés et qu'il n'y a que sept hôpitaux sur 36 en activité dans la bande de Ghaza, et que presque tous les établissements de santé de la partie nord ont cessé de fonctionner. Près de 13.000 Palestiniens sont tombés en martyrs dans les bombardements de l'occupation sioniste depuis le 7 octobre dernier, dont plus de 5.600 enfants dans la bande de Ghaza, selon un dernier bilan donné par des sources palestiniennes.

PANDÉMIE DE COVID

Le Covid-19 reste "une menace", met en garde l'OMS

Le Covid-19 reste "une menace", a affirmé mardi l'Organisation mondiale de la santé, quatre ans après l'apparition d'une maladie qui a fait des millions de victimes et ravagé l'économie mondiale, mais n'est plus vue comme une priorité.

"Ce virus, le SRAS-CoV-2, circule actuellement dans tous les pays et constitue toujours une menace", a mis en garde Maria Van Kerkhove, la scientifique de l'OMS chargée de piloter la lutte contre la pandémie. "Nous devons rester vigilants car le virus circule, évolue et change", a-t-elle insisté, lors d'un échange avec le public sur

des réseaux sociaux. Il existe actuellement trois variant du virus du Covid-19 (XBB.1.5, XBB.1.16 et EG.5) dits "d'intérêt", c'est à dire faisant l'objet d'une surveillance renforcée. Un quatrième (BA.2.86) doit venir se joindre à cette cohorte même s'il ne présente pas de gravité accrue de la maladie. "Nous avons constaté une augmentation lente et régulière de sa détection dans le monde", a expliqué la docteure Van Kerkhove. Face à la pandémie de Covid, l'OMS avait déclaré une urgence de santé publique de portée internationale le 30 janvier 2020, son plus haut niveau d'alerte, finalement levée le 5

mai 2023. Outre les symptômes aigus et immédiats, l'OMS s'inquiète des effets à long terme causés par le virus, connus sous le nom de Covid long. "Nous avons des preuves que la vaccination avec les vaccins Covid-19 réduit le risque" de Covid long, a déclaré Maria Van Kerkhove.

Elle a indiqué que 13,5 milliards de vaccins Covid-19 ont été administrés dans le monde depuis les premières injections de la fin 2020. Elle a aussi encouragé les habitants de l'hémisphère nord, où l'hiver commence bientôt, à se faire vacciner contre le Covid et la grippe.

AFRIQUE

Le CDC Afrique appelle à lutter contre la résistance aux antimicrobiens

Le Centre africain de contrôle et de prévention des maladies (CDC Afrique) a appelé au déploiement d'efforts concertés pour lutter contre la menace de la résistance aux antimicrobiens en Afrique. Cet appel a été lancé alors que le CDC Afrique, une agence de santé spécialisée de l'Union africaine (UA), se joint à des partenaires mondiaux pour marquer la Semaine mondiale de sensibilisation aux antimicrobiens 2023, qui se déroule du 18 au 24 novembre à Harare, la capitale du Zimbabwe, a déclaré le CDC Afrique dans un communiqué. Selon l'agence, la résistance aux antimicrobiens met en péril l'efficacité des médicaments essentiels, ce qui a un impact sur le traitement des infections chez les humains et les animaux. "En Afrique, où la résistance aux antimicrobiens a été identifiée comme un défi plus important que le VIH, le paludisme et la tuberculose, l'urgence de s'attaquer à ce problème est primordiale". Sur le thème "Prévenir ensemble la résistance aux antimicrobiens", l'événement plaide pour une collaboration entre les secteurs afin de préserver l'efficacité de ces médicaments essentiels. Dans le cadre des activités de la semaine, le CDC Afrique, en collaboration avec SES partenaires, a réitéré son engagement à promouvoir l'augmentation des ressources consacrées à la lutte contre la résistance aux antimicrobiens sur le continent. L'agence de santé souligne l'importance de la solidarité mondiale et des efforts collectifs pour freiner la propagation des infections résistantes aux médicaments. Elle a également appelé les membres de l'UA et les communautés économiques régionales à élaborer des politiques et des programmes nationaux visant à améliorer la surveillance, à retarder l'émergence, à limiter la transmission et à atténuer les dommages causés par les organismes résistants aux antimicrobiens.

CLIMAT

La chaleur extrême risque de tuer cinq fois plus d'humains d'ici 2050 (rapport)

Près de cinq fois plus de personnes risquent de mourir sous l'effet de la chaleur extrême sur Terre dans les prochaines décennies, alertent des experts internationaux dans un rapport publié mercredi, avertissant que "la santé de l'humanité est en grave danger" si rien n'est fait contre le changement climatique. Dans le scénario d'un réchauffement planétaire de 2 Celsius d'ici la fin du siècle (il est actuellement en voie d'atteindre 2,7 C d'ici 2100), les décès annuels liés à la chaleur devraient augmenter de 370% d'ici 2050, soit une multiplication par 4,7, selon l'édition 2023 d'un document de référence publié tous les ans par la revue médicale The Lancet. Et la chaleur fatale n'est qu'une des menaces pour la santé humaine découlant de l'usage croissant des combustibles fossiles, confirme ce "compte à rebours sur la santé et le changement climatique" à quelques semaines de la conférence internationale sur le climat (COP28) de Dubaï, où, pour la première fois, une journée sera dédiée à la santé, le 3 décembre.

Des sécheresses plus fréquentes exposant des millions de personnes au risque de mourir de faim, des moustiques voyageant plus loin et transportant des maladies infectieuses, des systèmes de santé peinant à faire face au fardeau figurent dans les autres dangers évoqués dans ce rapport, qui présente 47 indicateurs. Malgré des appels toujours plus pressants à une action mondiale, les émissions de carbone liées à l'énergie ont atteint de nouveaux sommets l'an passé, déplorent les auteurs du rapport, qui épinglent les gouvernements, entreprises et banques qui subventionnent et investissent encore massivement dans les combustibles fossiles alimentant le réchauffement planétaire. En 2022, les habitants du monde entier ont été exposés, en moyenne, à 86 jours de températures potentiellement mortelles, selon le "compte à rebours" du Lancet. Et le nombre de personnes de plus de 65 ans décédées à cause de la chaleur a bondi de 85% entre 1991-2000 et 2013-2022, estime ce rapport. Ces estimations interviennent alors que 2023 s'annonce comme l'année la plus



chaude de l'histoire de l'humanité: l'Observatoire européen du climat a déclaré que le mois dernier avait été le mois d'octobre le plus chaud jamais enregistré.

"Les effets observés actuellement pourraient n'être qu'un symptôme précoce d'un avenir très dangereux", a déclaré à des journalistes Marina Romanello, directrice exécutive du rapport. Dans le scénario d'un réchauffement de 2 C d'ici 2100, l'impact sur la santé humaine dépasserait la surmortalité. Environ 320 millions de personnes supplémentaires se retrouveraient en insécurité alimentaire modérée ou grave d'ici le milieu du siècle, selon les projections publiées par le Lancet.

Et les maladies infectieuses propagées

par les moustiques continueraient à se répandre dans de nouvelles zones. La transmission de la dengue pourrait ainsi bondir de 36%. Face à ces multiples impacts du changement climatique, plus d'un quart des villes étudiées par les chercheurs a exprimé la crainte de systèmes de santé débordés.

"Nous affrontons crise sur crise", a confié aux auteurs du rapport Georgiana Gordon-Strachan, dont le pays natal, la Jamaïque, traverse une épidémie de dengue. Et de souligner que "les habitants des pays les plus pauvres, souvent moins responsables des émissions de gaz à effet de serre, payent le prix des impacts sur la santé, mais ont moins de capacités financières et techniques de s'adapter à des tempêtes mortelles, des mers

qui montent ou des sécheresses dévastatrices, aggravées par le réchauffement mondial".

Le secrétaire général des Nations unies Antonio Guterres, qui ne cesse d'alerter sur le changement climatique, a répondu au rapport en jugeant que "l'humanité est confrontée à un futur insupportable". "Nous voyons déjà la catastrophe pour la santé et la vie de milliards d'humains dans le monde, mis en danger par des chaleurs records, des sécheresses dévastatrices pour les récoltes, des famines croissantes, des flambées grandissantes de maladies infectieuses, des tempêtes et inondations meurtrières", a-t-il pointé dans un communiqué. Dann Mitchell, titulaire de la chaire sur les risques climatiques à l'université britannique de Bristol, a déploré auprès du Science Media Center que les avertissements sanitaires "déjà catastrophiques" sur le changement climatique n'aient "pas réussi à convaincre les gouvernements de réduire suffisamment les émissions de carbone pour respecter le premier objectif de l'accord de Paris, soit +1,5 C".

Pour Marina Romanello, sans réels progrès contre le changement climatique et les émissions, "l'accent croissant sur la santé dans les négociations sur le climat risque de se limiter à des mots creux".

Vingt pays demandent à l'UE de se préparer aux risques sanitaires liés au changement climatique

Une grande majorité des pays de l'Union européenne souhaitent "une action plus forte" de l'UE pour se préparer aux conséquences sanitaires du changement climatique et au potentiel de propagation des maladies à transmission vectorielle du réchauffement climatique.

Dans un document conjoint, 20 des 27 pays membres de l'UE, dont la Croatie, l'Allemagne, la Grèce, Malte et les Pays-Bas, ont exhorté l'UE à "accroître sa surveillance des menaces que représentent les conditions météorologiques extrêmes pour la santé et les systèmes de santé, afin d'aider les pays à se préparer".

"L'UE devrait également élaborer des plans pour lutter contre les infections par des maladies à transmission vectorielle zoonotiques et sensibles au climat, et renforcer son système d'alerte

précoce et de réponse si des vecteurs de propagation de maladies sont détectés", ont déclaré les pays.

Il est souligné dans le document qu'"à moins que des mesures proactives ne soient prises, ce n'est qu'une question de temps avant que certaines maladies infectieuses évitables, qui sont actuellement plus répandues dans d'autres régions, ne deviennent de plus en plus courantes au sein de l'UE". Selon des médias, les ministres de la Santé des pays de l'UE discuteront de ce document lors d'une réunion la semaine prochaine. L'UE rédige actuellement sa première évaluation des risques climatiques, qui devrait être publiée l'année prochaine et servir de base aux futures politiques visant à faire face aux aléas climatiques tels que les vagues de chaleur et les incendies de forêt.

SAHARA OCCIDENTAL

L'ONU lance un Plan de réponse humanitaire aux besoins des réfugiés sahraouis pour 2024-2025

Les agences des Nations unies et les acteurs humanitaires ont lancé mardi à Alger un Plan de réponse humanitaire aux besoins des réfugiés sahraouis (SRRP) pour la période 2024-2025, estimant que l'opération humanitaire en faveur de ces réfugiés restait "sous-financée de façon chronique" malgré les efforts entrepris.

La conférence du lancement a été organisée à l'initiative du Bureau des Nations unies en Algérie, représenté par son Coordonnateur résident, Alejandro Alvarez, en présence de la représentante des pays donateurs, l'ambassadrice d'Autriche en Algérie, Christine Moser, de l'ambassadeur de la République sahraouie (RASD) en Algérie, Abdelkader Taleb Omar et du représentant du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Mohamed Sofiane Berrah. Etaient également présents le représentant du Haut Commissariat des réfugiés en Algérie (HCR), Alistair Bolton, le représentant de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Nouhou Amadou, la représentante du Fonds des Nations unies pour l'enfance (UNICEF), Katarina Johansson, la représentante adjointe du Programme alimentaire mondial (PAM), Aline Rumonge, la présidente du Croissant rouge algérien (CRA), Ibtissem Hamlaoui, et des représentants des organisations humanitaires. Dans son allocution, le représentant de l'ONU en Algérie a tenu à remercier le gouvernement algérien pour son engagement et sa "solidarité historique" à l'égard des réfugiés, saluant l'hospitalité du peuple et du gouvernement algériens qui, précise-t-il, "ne préche

pas de discours de haine" comme c'est le cas dans d'autres pays qui accueillent des réfugiés.

"L'Algérie a été depuis des décennies très généreuse à l'égard des réfugiés sahraouis (...) Nous remercions énormément le gouvernement algérien et le Croissant rouge algérien qui était un partenaire toujours disponible pour travailler", a déclaré Alejandro Alvarez.

Cependant, le responsable onusien a souligné que l'opération humanitaire reste insuffisante et "sous-financée de façon chronique" afin de répondre aux besoins des Sahraouis vivant dans les camps de réfugiés qui sont estimés à 214 millions de dollars, appelant à une solidarité internationale accrue "dans le but de garantir que chaque dollar investi atteigne les personnes qui en ont le plus besoin".

Pour sa part, M. Berrah a indiqué que "la hausse du nombre de réfugiés et la réduction concomitante des ressources allouées à l'aide humanitaire donnent une équation impossible à résoudre sans un engagement renforcé de la communauté internationale". "En tant qu'acteur et responsable attaché aux valeurs de l'humanité qui est le socle de son action de solidarité, l'Algérie entend assumer son rôle avec une conscience aiguë de la responsabilité

qui découle de son statut de pays hôte de la première situation prolongée sous le mandat du HCR dans le monde", a assuré le représentant du ministère des AE. Il a exprimé sa reconnaissance à l'équipe des Nations unies et les 22 partenaires humanitaires, architectes de ce projet humanitaire ambitieux, appelant les donateurs traditionnels et potentiels à ce qu'ils se joignent à l'effort collectif visant à réaliser les objectifs stratégiques des 8 axes prioritaires financés dans ce plan de réponse: éducation, santé, sécurité alimentaire, nutrition, eau, assainissement, hygiène et de tout autre domaine d'intervention.

"La contribution de chacun sera sans doute une pierre précieuse dans l'édifice du soulagement des souffrances des réfugiés sahraouis", a-t-il plaidé, réaffirmant "avec une fermeté inébranlable l'engagement de l'Algérie à honorer ses obligations internationales en matière de protection et d'assistance aux réfugiés sahraouis".

Notre solidarité active envers eux perdurera dans l'attente du jour où ils pourront exercer leur droit à l'autodétermination et au retour volontaire".

De son côté, la présidente du CRA a mis en garde contre les souffrances et la malnutrition à laquelle sont confrontés les Sah-

raouis en raison du manque de soutien et de solidarité. "En tant qu'assistants au gouvernement algérien et faisant partie du mouvement humanitaire international, nous soutiendrons sans relâche les réfugiés sahraouis dans l'un des plus anciens camps de réfugiés dans le monde", a réaffirmé Mme Hamlaoui. La représentante adjointe du PAM, Aline Rumonge, a, elle, annoncé que les besoins de financement de son programme ont augmenté cette année à 2,4 millions USD/mois en raison de l'inflation, des conflits, des catastrophes naturelles et du changement climatique, soulignant que "les réfugiés sahraouis dépendent à 100% de l'assistance alimentaire". Pour sa part, le représentant de l'OMS a insisté sur l'importance d'investir dans le volet santé, appelant à améliorer la qualité des soins, permettre à la population l'accès au traitement et aux médicaments, assurer la prévention et renforcer la surveillance des maladies épidémiques pour protéger les personnes vulnérables. Dans une déclaration à l'APS, l'ambassadeur sahraoui en Algérie a indiqué que les aides ne sont pas suffisantes et ne couvrent plus les besoins des réfugiés, appelant la communauté internationale à ne pas laisser les Sahraouis sans solution politique.

CONGO-BRAZZAVILLE

Au moins 37 morts dans une bousculade dans un centre de recrutement de l'armée

Au moins 37 jeunes congolais ont trouvé la mort dans la nuit de lundi à mardi dans une bousculade lors d'une opération de recrutement de l'armée dans la capitale Brazzaville, ont annoncé mardi les autorités congolaises.

"Le bilan provisoire établi par les services d'urgence fait état de 37 morts et de nombreux blessés", indique un communiqué de la cellule de crise dirigée par le Premier ministre Anatole Collinet Makosso, en évoquant un "drame".

De nombreuses images, partagées sur les réseaux sociaux, montraient des dizaines de corps sans vie déposés à la morgue municipale, ainsi que des blessés admis au centre hospitalier universitaire (CHU) de Brazzaville et à l'hôpital militaire.

L'armée congolaise a annoncé la semaine dernière le recrutement dans ses rangs de 1.500 jeunes de 18 à 25 ans. Lundi tard dans la nuit, des candidats ont forcé le portail du stade Michel d'Ornano, où se déroulait le recrutement, dans le centre-ville de Brazzaville.

Une bousculade s'en est suivie, où de nombreuses personnes sont tombées et ont été piétinées, ont raconté des habitants, cités par les médias. Certains blessés sont dans un état grave, selon les témoignages de proches.

Un jour de deuil national en mémoire des victimes

Le gouvernement de la République du Congo a déclaré pour ce mercredi un jour de deuil sur l'ensemble du territoire national en mémoire des victimes de la bousculade survenue lundi soir au stade Michel d'Ornano à Brazzaville, selon une déclaration publiée mardi soir.

Selon le gouvernement, 31 Congolais ont pour l'instant trouvé la mort au moment où 45 autres ont été blessés, dont quatre dans un état grave.

D'après les autorités congolaises, le drame s'est produit lundi vers 23h00 heure locale, avec un mouvement de foule provoqué par des centaines de jeunes venus au stade où devait se dérouler une session de recrutement au sein des Forces armées congolaises (FAC).

La cellule de crise gouvernementale s'est rendue dans les hôpitaux et à la morgue municipale pour établir un constat des faits.

Une enquête administrative et une autre judiciaire ont été ouvertes afin d'établir les responsabilités lors de ce drame.

Selon la cellule de crise placée sous la supervision du Premier ministre Anatole Collinet Makosso, les obseques, les soins prodigués aux blessés et l'assistance aux familles endeuillées seront pris en charge par l'Etat.

AFFLUX DE RÉFUGIÉS SOUDANAIS AU TCHAD "Arrêt imminent" de l'aide alimentaire (ONU)

L'ONU s'est alarmée mardi d'un "arrêt imminent" de son aide alimentaire au Tchad face à l'afflux massif de réfugiés fuyant la guerre au Soudan et faute de fonds internationaux.

"Au cours des six derniers mois, il y a eu autant de réfugiés qui ont fui vers le Tchad (...) que durant les 20 dernières années depuis le début de la crise au Darfour (est du Soudan, ndr) en 2003", écrit le Programme alimentaire mondial (PAM) de l'ONU dans un communiqué.

"Le PAM alerte aujourd'hui sur un arrêt imminent de son assistance alimentaire et nutritionnelle à 1,4 million de personnes" au Tchad, "dont les nouveaux réfugiés soudanais, en raison de contraintes financières", poursuit l'agence onusienne.

Le Tchad abrite environ 1,4 million de déplacés internes ou réfugiés en raison de conflits dans ce pays et chez ses voisins. Avant qu'une nouvelle guerre civile n'éclate au Soudan mi-avril 2023, le Tchad abritait déjà, selon l'ONU, plus de 400.000 réfugiés ayant fui la guerre qui avait ravagé le Darfour de 2003 à 2020.

Il en compte aujourd'hui près de 900.000. "En décembre, le PAM sera contraint de suspendre son assistance aux déplacés et aux réfugiés du Nigeria, de la Centrafrique et du Cameroun, en raison de l'insuffisance des fonds.

A partir de janvier 2024, cette suspension sera étendue (...) notamment aux nouveaux réfugiés du Soudan, qui ne recevront pas de nourriture", s'inquiète l'agence.

AFRIQUE DU SUD

Les députés votent en faveur de la fermeture de l'ambassade sioniste à Pretoria

Les députés sud-africains ont voté à la majorité des voix, mardi, en faveur de la fermeture de l'ambassade de l'entité sioniste à Pretoria et de la suspension de toutes les relations diplomatiques avec cette dernière jusqu'à ce qu'un cessez-le-feu soit conclu à Gaza et en Cisjordanie occupée, cibles d'agression sanglante depuis le 7 octobre dernier, ont rapporté des médias locaux.

"La motion présentée par le parti d'opposition Economic Freedom

Fighters (EFF) et soutenue par le parti au pouvoir le Congrès national africain (ANC) a été adoptée par la majorité des voix, soit 248 voix contre 9", ont précisé les mêmes sources.

Dans une motion publique, les parlementaires ont écrit: "Le parlement sud-africain appelle le gouvernement à fermer l'ambassade de (l'entité sioniste) en Afrique du Sud" jusqu'à ce que cette dernière accepte un cessez-le-feu et s'engage à "mener des négociations contraignantes facilitées par

les Nations unies dont le résultat doit être une paix juste, durable et pérenne". Les députés sud-africains ont évoqué un "apartheid" que les Palestiniens subissent. Pour rappel, l'Afrique du Sud qui fait partie des pays signataires du traité créant la Cour pénale internationale (CPI) a demandé, vendredi, aux côtés de quatre autres pays, à savoir le Bangladesh, la Bolivie, les Comores et Djibouti, à la CPI d'ouvrir sans délai une enquête sur la situation dans l'Etat de Palestine.

SOMALIE

Le président somalien confiant dans la capacité de son armée à prendre le relais des forces de l'UA

L'armée somalienne pourra prendre le relais des forces de l'Union africaine censées quitter le pays fin 2024, a assuré mardi le président somalien Hassan Sheikh Mohamoud, qui a jugé "encourageants" les résultats obtenus dans l'offensive, actuellement en pause, contre les terroristes "shehab".

Lancée en août 2022 dans le centre du pays, cette offensive contre le groupe affilié à al-Qaïda qui mène depuis 16 ans une insurrection contre les autorités somaliennes, a réalisé des progrès notables mais a

marqué le pas ces derniers mois.

L'armée somalienne a bénéficié de l'appui de la force de l'Union africaine (Atmis), pour reprendre de vastes zones du territoire, notamment dans le centre du pays.

L'Atmis, composée de troupes du Burundi, de Djibouti, d'Ethiopie, du Kenya et d'Ouganda, devait entamer une deuxième phase de retrait en septembre, avec le départ de 3.000 soldats, mais le gouvernement somalien a demandé et obtenu un report de trois mois. "Cela a coïncidé avec

un moment où nous avons eu quelques revers (...) et nous avons eu du mal à nous réorganiser", a reconnu Hassan Sheikh Mohamoud mardi lors d'une conférence à Londres organisée par le think tank Royal United Services Institute. "Mais maintenant nous sommes prêts. Nous pouvons prendre le relais en décembre", a-t-il ajouté, précisant que ce retrait concernait également la sécurité de la présidence somalienne.

Interrogé sur d'éventuels nouveaux délais que pourraient être amenés à de-

mander son gouvernement d'ici à la fin 2024, il a assuré que "nous ne le ferons pas", le pays étant en train de combler son manque de soldats formés. "Nous sommes dans une meilleure situation qu'avant, et en 2024, alors que le retrait progressif va se poursuivre, nous créerons aussi plus de forces (...) Nous sommes très confiants sur le fait que nous pourrions assumer la responsabilité de la sécurité du pays", a insisté Hassan Sheikh Mohamoud, qui était à Londres pour assister à un sommet sur la sécurité alimentaire mondiale.

PALESTINE

Un accord de trêve humanitaire enfin conclu

La résistance palestinienne et l'entité sioniste sont parvenues à un accord de trêve humanitaire, confirmé mercredi par le Qatar et dont l'entrée en vigueur sera annoncée durant les 24 heures, dans l'espoir que cette "pause" aboutira à l'arrêt des massacres commis par l'armée d'occupation depuis 47 jours dans la bande de Gaza.

"Le début de cette pause sera annoncé dans les prochaines 24 heures et durera quatre jours, avec possibilité de prolongation", a affirmé le ministère qatari des Affaires étrangères sur la plateforme X, anciennement Twitter.

La diplomatie qatarie a précisé les détails de l'accord : libération de "50 prisonniers détenus dans la bande de Gaza" en échange de la libération d'un "certain nombre de femmes et d'enfants palestiniens détenus dans les prisons" de l'occupant sioniste.

Et de poursuivre : "Le nombre de personnes libérées sera augmenté au cours des étapes ultérieures de la mise en œuvre de l'accord". Par ailleurs, la pause humanitaire permettra également l'entrée d'un "plus grand nombre de convois humanitaires et d'aide d'urgence, y compris du carburant", Gaza étant confrontée à un siège total imposé par l'entité sioniste.

Dans un communiqué, le mouvement de résistance palestinien, Hamas, a précisé que "les dispositions de cet accord ont été formulées conformément à la vision de la résistance et de la détermination qui visent à servir notre peuple et à renforcer sa ténacité face à l'agression". Les dirigeants palestiniens ont salué cet accord, selon l'agence de presse palestinienne, Wafa. Le secrétaire du Comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine

(OLP), Hussein Al-Sheikh, a déclaré : "Le président Mahmoud Abbas et les dirigeants saluent l'accord de trêve humanitaire et apprécient les efforts du Qatar et de l'Égypte qui ont été déployés".

"Nous renouvelons l'appel à une cessation complète de l'agression (sioniste) contre le peuple palestinien, l'entrée de l'aide humanitaire et la mise en œuvre d'une solution politique basée sur la légitimité et la souveraineté", a-t-il poursuivi.

Dans ce cadre, de nombreux pays se sont félicités de l'accord de trêve humanitaire dans la bande de Gaza, après moult appels lancés par la communauté internationale dans ce sens depuis le début de l'agression sioniste à Gaza le 7 octobre qui a fait, à ce jour, selon un dernier bilan officiel, plus de 14.100 martyrs, dont plus de 5.840 enfants et 3.920 femmes, plus de 33.000 blessés et plus de 6.800 disparus.

Nécessité d'apporter l'aide vitale aux habitants de Gaza

Dans le monde arabe, l'Égypte et la Jordanie notamment ont salué "le succès de la médiation" ayant mené à un accord "pour mettre en place une trêve humanitaire" à Gaza, pourvu qu'elle puisse mettre un terme à l'agression, au ciblage et au déplacement forcé des Palestiniens. La diplomatie jordanienne a souligné l'importance

de "veiller à ce que l'accord contribue à assurer l'arrivée d'une aide humanitaire adéquate dans toutes les zones de la bande de Gaza, d'une manière qui réponde à tous les besoins, réalise la stabilité et garantisse que la population de l'enclave reste dans ses lieux de résidence". Ailleurs, la Russie et la Chine ont elles aussi salué l'accord de trêve, y voyant un "développement positif", espérant que cette pause permettra d'apaiser la crise humanitaire, contribuera à la désescalade et réduira les tensions.

Pour Berlin, cette trêve est "une avancée" et "doit être utilisée pour apporter l'aide vitale nécessaire aux habitants de Gaza", tandis que Londres a qualifié l'accord d'"étape cruciale" pour "résoudre la crise humanitaire à Gaza", appelant à "ce que l'accord soit respecté dans son intégralité".

En attendant l'entrée en vigueur de cette trêve, les bombardements de l'occupant sioniste se poursuivaient mercredi pour le 47e jour consécutif dans la bande de Gaza, où "une véritable tragédie humanitaire" se profile.

Selon Wafa, plus de 81 Palestiniens, dont la majorité étaient des enfants et des femmes, sont tombés en martyrs au cours de ces dernières heures, de nombreux d'autres ont été blessés et des dizaines de maisons, de bâtiments, d'appartements résidentiels et de propriétés

publiques et privées ont été détruits dans les attaques sionistes terrestres, maritime et aérien.

Mardi, le Fonds des Nations unies pour l'enfance (Unicef) a tiré la sonnette d'alarme pour la énième fois. "S'il n'y a pas assez de carburant, nous allons assister à l'effondrement des services d'assainissement", a déclaré un porte-parole de l'Unicef, James Elder, lors d'un point de presse à Genève, décrivant la situation comme une véritable "tragédie" ou comme une "tempête parfaite" causée par l'apparition de maladies.

Dans le même contexte, le directeur exécutif du programme d'urgence sanitaire de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), Michael Ryan, et le haut responsable des urgences de l'équipe de l'organisation onusienne à Gaza, Robert Holden, ont décrit la situation dans l'enclave palestinienne comme "extrêmement désespérée" en raison de l'agression sioniste en cours et souligné la nécessité de parvenir à un cessez-le-feu dans le territoire.

De son côté, Arif Husain, économiste en chef du Programme alimentaire mondial des Nations unies (PAM), a déclaré mardi que "l'ensemble de la population de Gaza (2,2 millions) a besoin d'une aide alimentaire et 1,6 million de personnes avaient été déplacées" dans l'enclave palestinienne.

LIBAN

Huit martyrs dans des frappes sionistes dans le sud

Huit personnes, dont deux journalistes, sont tombés en martyrs mardi dans des frappes sionistes dans le sud du Liban, a indiqué l'agence de presse officielle libanaise.

Deux journalistes de la chaîne Al-Mayadeen sont tombés en martyrs avec un civil qui les accompagnait lors d'un bombardement ennemi dans la région de Tayr Harfa, selon l'Agence nationale d'information (Ani). Une octogénaire a en outre été tombée en martyre et sa petite-fille blessée dans une frappe sioniste sur le village de Kfar Kila, d'après la même source.

Al-Mayadeen a annoncé que sa correspondante Farah Omar, 25 ans, et son collègue

raman Rabi Maamari, 40 ans, étaient tombés en martyrs "par une frappe sioniste", ce que l'armée libanaise a confirmé.

L'équipe d'Al-Mayadeen a été délibérément visée, ce n'était pas un hasard", a accusé le PDG de la chaîne, Ghassan Ben Jeddo, dans une déclaration à la télévision. Il a ajouté que le civil tombé en martyr en compagnie des journalistes était un "contributeur" de la chaîne. M. Ben Jeddo a rappelé que l'occupant sioniste avait récemment bloqué les sites internet de sa chaîne. L'Ani a également rapporté que "l'ennemi sioniste a attaqué" une voiture entre Qlayeh et Chaaytiyeh dans le sud du

Liban, tuant quatre personnes.

Le Premier ministre libanais Najib Mikati a "fermement condamné l'attaque" sioniste contre les journalistes, accusant l'occupant de vouloir "faire taire les médias qui dénoncent ses crimes et ses agressions". Le 13 octobre, un journaliste libanais de l'agence Reuters, Issam Abdallah, était tombé en martyr dans un bombardement sioniste, au cours duquel six autres journalistes ont été blessés. Un mois plus tard, des journalistes ont de nouveau été visés et un caméraman a été blessé par des tirs sionistes alors qu'il couvrait les bombardements dans le sud du Liban.

INDONÉSIE

Environ 200 réfugiés rohingya arrivent en Indonésie

Environ 200 réfugiés rohingya sont arrivés par la mer dans la province d'Aceh, la plus à l'ouest de l'Indonésie, a indiqué mercredi le HCR, portant à plus de mille le nombre de rohingyas arrivés dans le pays au cours de la semaine.

"Le maire nous a informés du débarquement de 200 personnes. Une équipe va partir pour Sabang dès le matin" a précisé Faisal Rahman, porte-parole du Haut commissariat de l'ONU aux réfugiés.

Des membres de la communauté locale ont assuré que le nombre pourrait être plus élevé, avec des estimations allant jusqu'à 360 réfugiés débarqués, a déclaré M. Rahman, cité par l'AFP.

M. Rahman a indiqué que l'agence avait demandé au maire de Sabang de trouver un abri pour ces réfugiés. Selon le HCR, plus de 2.000 rohingyas ont tenté en 2022 la difficile traversée vers l'Indonésie ou la Malaisie et 200 sont morts ou portés disparus.

Le Bangladesh abrite environ un million de membres de cette minorité musulmane apatride, dont quelque 750.000 ont fui la Birmanie en 2017.

L'Indonésie offre un abri temporaire à 256 réfugiés rohingyas

Un groupe de 256 réfugiés rohingyas a été accueilli mardi pour trois mois dans l'ouest de l'Indonésie, a annoncé le service d'immigration indonésien.

Ce groupe de réfugiés arrivé par la mer jeudi sur une embarcation de fortune avait été refoulé deux fois la semaine dernière par des habitants en colère.

Le bateau délabré avait finalement accosté dimanche après une troisième tentative.

Les autorités locales ont ordonné la rétention des réfugiés pendant deux jours dans un abri temporaire dans le district de Bireuen, dans la province d'Aceh (nord).

Mardi, les autorités nationales ont ensuite ordonné leur transfert vers un nouvel abri à Lhokseumawe, l'une des plus grandes villes d'Aceh.

"La sécurité des réfugiés pendant leur séjour temporaire relève de la responsabilité du gouvernement, en coordination avec la police locale", a précisé le service national de l'immigration dans un communiqué.

"Le bâtiment les abritant doit faire l'objet de rénovations importantes en 2024... Par conséquent, le permis d'accueil temporaire des réfugiés rohingyas est d'une durée maximale de trois mois", indiquent les autorités sans mentionner leur sort après cette échéance.

Ann Maymann, représentante de l'agence des Nations unies pour les réfugiés en Indonésie, juge que cette décision est "meilleure (...) que de laisser les réfugiés sur une plage".

Au total, plus de 800 réfugiés sont arrivés en moins d'une semaine dans cette région d'Aceh, selon des responsables locaux.

CANADA

Des milliers de fonctionnaires en grève dans les rues au Québec

Des milliers de fonctionnaires - écoles, hôpitaux, services sociaux - sont descendus mardi dans les rues au Québec pour réclamer des augmentations salariales et de meilleures conditions de travail, au premier jour d'une semaine "historique" de grève.

Au total, quelque 600.000 fonctionnaires de la province francophone ont prévu de débrayer cette semaine, certains débutant un mouvement illimité après des mois de négociations infructueuses avec le gouvernement du Québec.

Devant un grand établissement scolaire de l'île de Montréal, l'ambiance, rythmée par la musique et la danse, est festive et la détermination est très importante dans la foule de grévistes.

"On a l'impression que le gouvernement fait des choix, mais ne choisit pas les services publics", dénonce auprès de l'AFP Valérie Fontaine, présidente de la Fédération du personnel de soutien de l'enseignement supérieur.

"Le principal point d'achoppement, c'est le salaire. On a un retard salarial dans les services publics qui est grandissant", ajoute cette dernière.

APS

GRANDE BRETAGNE

Le projet d'expansion de Wimbledon entravé par un conseil de quartier

Les projets d'expansion du complexe sportif de Wimbledon, où se joue le tournoi de tennis du même nom, ont subi un coup dur mardi, avec le rejet par un conseil de quartier d'un plan de construction de nouveaux courts sur un terrain proche du All England Club.

À l'unanimité, les sept membres du conseil de quartier de Wandsworth ont rejeté le projet prévoyant la construction de 39 nouveaux courts à Wimbledon

Park, dans le sud-ouest de Londres. Ils ont suivi en cela les recommandations de leurs responsables de l'urbanisme. Le mois dernier, les conseillers du quartier voisin de Merton, où doit se situer la plus grande partie du site proposé, avaient approuvé le projet.

Il appartient donc maintenant à la mairie de Londres de trancher pour ou contre la construction du nouveau site, auquel certains résidents du

quartier s'opposent farouchement. "Nous sommes bien entendu d'accord de la décision du quartier londonien de Wandsworth", a commenté dans un communiqué la directrice générale du All England Club, Sally Bolton, affirmant que le projet apportera "des centaines d'emplois et des dizaines de millions de livres de bénéfices économiques pour nos voisins de Wandsworth, Merton et de tout Londres". Le projet prévoit

aussi la construction d'un court d'une capacité de 8.000 spectateurs sur une parcelle auparavant occupée par un terrain de golf.

Cette extension permettrait à la phase de qualification pour Wimbledon, qui se tient actuellement à Roehampton, à plus de 5 km de là, d'avoir lieu au même endroit que le tournoi en lui-même, comme c'est le cas pour les trois autres épreuves du Grand Chelem.

HONGRIE

Une loi pour "protéger sa souveraineté"

Le gouvernement hongrois veut criminaliser le financement étranger des partis politiques et mettre en place une autorité de surveillance des ONG, dans le cadre d'un paquet législatif déposé mardi. "Cette législation ferme la porte à toute tricherie

électorale et prévoit des sanctions pouvant aller jusqu'à trois ans de prison pour quiconque utiliserait des fonds étrangers dans une campagne", a déclaré sur Facebook Mate Kocsis, chef du groupe parlementaire du parti gouvernemental Fidesz.

Une autorité spécialisée, inscrite dans la Constitution, doit également voir le jour. Elle aura pour mission "d'identifier et d'enquêter sur les organisations qui reçoivent de l'argent de l'étranger" dans le but "d'influencer le choix des électeurs".

ANNABA Concours pour la réalisation de documentaires sur le patrimoine matériel et immatériel de la région (DCW)

Un concours pour la réalisation de documentaires sur le patrimoine matériel et immatériel de la wilaya d'Annaba a été lancé conjointement par la direction locale de la culture et des arts et l'association culturelle "Ajrass", a indiqué mercredi la directrice de wilaya de la culture, Salih Berkouk.

Dans une déclaration à l'APS, la même responsable a précisé que ce concours "ouvert aux cinéastes amateurs et professionnels" s'inscrit dans le cadre des efforts d'animation culturelle et d'encouragement des jeunes cinéastes à réaliser des documentaires sur le patrimoine culturel riche et varié de la région.

L'objectif est de faire connaître le patrimoine culturel de la région d'Annaba marqué par les empreintes de civilisations successives visibles au travers des multiples vestiges archéologiques, a ajouté la directrice de la culture et des arts, notant que le thème du concours inclut les traditions des habitants de la région et les figures artistiques, historiques, culturelles et religieuses.

Les meilleurs documentaires dont la durée doit être inclue entre 15 et 20 minutes recevront des primes d'encouragement, selon la même source qui a noté qu'un programme de projection des documentaires réalisés à travers des établissements scolaires sera arrêté en coordination avec la direction de wilaya de l'éducation.

Les offres de formation en audiovisuel suscitent annuellement un engouement des jeunes de la wilaya, a relevé la même responsable, soulignant que l'atelier de l'audiovisuel de la maison de la culture Mohamed Boudiaf qui propose des initiations aux métiers du cinéma attirent chaque année une centaine de jeunes des deux sexes.

DZAÏR MEDIA CITY Des autorisations de programme de 220 milliards DA dans le cadre du PLF 2024

Le projet de loi de finances 2024 (PLF 2024) a consacré une enveloppe de 220 milliards DA en tant qu'autorisations de programme et 60 milliards DA en tant que crédits de paiement pour le projet de la nouvelle ville médiatique "Dzaïr Media City" à Alger, a-t-on appris, mardi, auprès du ministère de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville. Le projet de la nouvelle ville médiatique, dont le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a posé la première pierre en juillet dernier, et qui sera implanté à Ouled Fayet (Alger ouest), s'étend sur une superficie totale de 47 hectares. Le projet comprendra une zone dédiée aux médias, des studios de tournage, un village d'artistes, un espace d'enseignement et de recherche, ainsi qu'une zone multiservices.

La zone dédiée aux médias abritera les sièges des établissements médiatiques nationaux, à savoir, l'Entreprise publique de Télévision (EPTV), l'Agence Algérie Presse Service (APS), l'Etablissement public de Télédiffusion d'Algérie (TDA), l'Entreprise Nationale de Communication, d'Édition et de Publicité (ANEP), la Radio algérienne et la chaîne "AL24news".

APS

ORAN

Amel Berrahma décroche le premier prix du concours littéraire "Oum Sihem"

L'auteure Amel Berrahma de la wilaya de Tamanrasset a décroché le premier prix de la 3e édition du Concours national du prix "Oum Sihem" de la nouvelle, dont les résultats ont été annoncés mardi par l'Association culturelle "Athar El Abirine" d'Oran, a-t-on appris du président de cette association Rouane Chérif.

La nouvelle "Biotica" d'Amel Berrahma de Tamanrasset a réussi à obtenir le premier prix de ce concours national, alors que les 2e et 3e prix ont été décernés au récit "Itrak la Yakhdouni" (Ton parfum ne me trompe pas) de Ghattas Asma Mohamed de Touggourt et le récit "Un modèle" d'Assia Rahahlia de Souk Ahras, a indiqué M. Rouane Des prix d'encouragement ont été également décernés à sept candidats originaires de

Tlemcen (deux), Ain Defla, Touggourt, El Oued, El Tarf et Ghardaïa, sachant que les prix seront distribués aux lauréats les 20 et 21 décembre à la Maison de la Culture Zeddour Brahim Belkacem à Oran. Pas moins de 102 écrivains de différentes wilayas du pays ont participé à la troisième édition du concours littéraire "Oum Sihem", lancé sous le slogan "Ecrire est un engagement et une responsabilité", lancé par l'association

"Athar El Abirine" en coordination avec la Maison de la Culture d'Oran, l'été dernier. Pour rappel, la regrettée écrivaine Amaria Bilal, connue sous le nom littéraire d'Oum Sihem (1939-2021), a laissé un fonds littéraire diversifié dans la poésie, comme "L'Alphabet de novembre", "Témoin de l'époque", "Palestine" et, dans la nouvelle, "Le trottoir de Beyrouth" et "Le quotidien d'Oum Ali" entre autres ouvrages.

MÉDÉA

Lancement d'un concours d'écriture d'histoires courtes (Direction)

Un concours d'écriture d'histoires courtes visant à encourager la culture de l'écriture au sein de la jeunesse, a été lancé par la direction de la culture et des arts de Médéa, a-t-on appris mardi auprès de cette institution.

La compétition est ouverte aux jeunes qui ont une prédisposition à l'écriture ou passionnés de littérature et qui sont à la recherche d'un espace pour s'exprimer et d'une opportunité pour tes-

ter leur talent et vivre une nouvelle expérience susceptible de les aider plus tard dans leur parcours, a expliqué la directrice de la culture et des arts, Mme Salima Gaoua.

La durée d'inscription à ce concours s'étalera jusqu'à la fin janvier prochain pour permettre au plus grand nombre possible de personnes de participer à cette compétition, a indiqué cette responsable qui a fait part de la réception, en quelques

jours, de pas moins de 46 demandes d'inscription à ce concours d'écriture. En sus de la liberté laissée aux candidats de choisir le sujet à traiter, ces derniers ont la possibilité de s'exprimer dans les deux langues (arabe et français) de sorte à ne pénaliser aucune personne et d'opter pour le genre littéraire (nouvelle, essai ou conte) qui leur convient, a fait savoir Mme Gaoua. Les manuscrits doivent être des textes originaux, inédits et non primés

déjà, composés de 15.000 à 20.000 mots, et traiter de thèmes qui ne portent pas atteinte aux valeurs morales et religieuses de la société, selon le règlement du concours. Les résultats du concours seront communiqués le 1er avril et les trois lauréats de cette compétition littéraire seront distingués le 16 du même mois, qui coïncide avec la journée nationale du savoir, a conclu la directrice de la culture et des arts.

FESTIVAL DU THÉÂTRE POUR ENFANT À TUNIS

L'association des arts dramatiques de Mascara décroche deux prix

L'Association des arts dramatiques de Mascara a décroché deux médailles, celles de la meilleure représentation spéciale du jury et du meilleur marionnettiste au Festival international du théâtre pour enfant, organisé dernièrement à Oum Arais (Tunisie), a-t-on appris, lundi, du président de l'Association, Abdelkader Ferhaoui.

Cette association a réussi à décrocher les deux prix par la comédienne Ghania Hantour, à travers sa participation au spectacle de marionnettes intitulée "Ghania et la magicienne" au Festival in-

ternational du théâtre pour enfant abrité par Oum Arais (Tunisie), du 31 octobre au 14 novembre en cours.

Cette pièce, écrite et mise en scène par Abdelkader Ferhaoui et Ghania Hantour, relate une histoire de conflit entre Ghania, une fille qui aime faire le bien, et une magicienne qui cause plusieurs problèmes aux amis de Ghania.

Cette représentation théâtrale est la plus récente production de l'association, qui a déjà produit depuis 2016 des représentations de marionnettes, à savoir "Ghania et la marionnette", "Ghania et

l'innocence sincère", "Ghania et l'amour éternel".

Les membres de l'association ont encadré un atelier de théâtre de marionnettes, lors du Festival international, qui a enregistré la participation de 70 troupes de 20 pays.

Par ailleurs, l'Association des arts dramatiques de la wilaya de Mascara prépare actuellement une pièce de marionnettes intitulée "Ghania et le cirque", dont la générale sera programmée lors des prochaines vacances scolaires d'hiver, selon M. Ferhaoui.

ALGER

L'exposition "La baie d'Alger" de Farid Benyaa, un voyage visuel à travers la capitale

"La baie d'Alger, El Bahdja", une exposition d'oeuvres de l'artiste et architecte Farid Benyaa, proposant des vues inédites de la capitale à travers ses paysages et monuments prestigieux, a été inaugurée samedi soir à Alger.

Accueillie à la galerie d'art "Benyaa", l'exposition propose un voyage visuel parcourant les principaux monuments historiques et édifices de différentes époques de l'histoire de la capitale, remarquable par son esthétique architecturale singulière.

Dessinées à l'encre de chine, les oeuvres de Farid Benyaa, alliant art et architecture, développent des vues inédites de la capitale, représentée à travers sa baie, une des plus belles au monde, ses principaux boulevards et monuments historiques et lieux de mémoire.

"Djamaa Ketchaoua", mosquée historique du XVIe siècle faisant partie du patrimoine classé de la Casbah d'Alger, le boulevard Zighoud Youcef, offrant une vue sur le port de la ville, la rue Larbi ben M'Hidi ou encore "Djamaa El Djedid", édifice religieux construit à la fin du XVIIe siècle par Mustapha Pacha, comptent parmi les oeuvres exposées.

En couleur ou en noir et blanc, d'autres oeuvres aux contours "abstraits", revisitant des immeubles haussmanniens et édifices remarquables par leur architecture comme le Palais des Rais - un des plus importants monuments historiques de la capitale -, la Grande Poste, ouvrage représentatif de l'architecture néo-mauresque, édifié en 1910.

Présent au vernissage, l'artiste Farid Benyaa explique que l'exposition "La baie d'Al-

ger" symbolise l'alliance entre l'art et l'architecture à travers ses plus beaux joyaux architecturaux et ses repères historiques.

Avec un niveau élevé de détail, ses oeuvres "explorent

la beauté architecturale du patrimoine bâti de la capitale, a résumé l'artiste. L'exposition "La baie d'Alger, El Bahdja" est visible jusqu'au 18 décembre à la galerie d'art Benyaa.

AFFAIRES RELIGIEUSES

M. Belmehdi salue les efforts de la Commission de lecture du livre religieux importé

Le ministre des Affaires religieuses et des Wakfs, Youcef Belmehdi, a salué, mardi à Alger, les efforts consentis par la Commission de lecture du livre religieux importé pour "la préservation de la sécurité intellectuelle" de la société algérienne, indique un communiqué du ministère.

Inspectant le travail de la Commission de lecture du livre religieux importé, qui tient sa réunion périodique au siège du ministère, M. Belmehdi a salué "les efforts consentis par cette Commission au service du livre religieux en Algérie", précise le communiqué. A cette occasion, le ministre a mis en relief le "rôle important" de la Commission dans "la préservation de la sécurité intellectuelle de la société algérienne" et sa contribution au "renforcement du référent national religieux".

ORAN

Un projet d'irrigation intelligente dans deux exploitations agricoles

Un projet d'irrigation agricole intelligente est entré récemment en phase expérimentale dans deux exploitations agricoles de la wilaya d'Oran, dans le but d'économiser l'eau et améliorer le produit, a-t-on appris mardi du responsable de ce projet, Abdelkader Kechar.

L'installation et la fixation des appareils du système d'irrigation intelligente dans des parcelles agricoles, qui s'étendent sur deux hectares à l'intérieur de deux exploitations, a été effectuée récemment, la première dans la commune d'Ain El-Turck, spécialisée dans la production de légumes et la seconde dans la production des agrumes, dans la commune de Misserghine, a déclaré à l'APS le chercheur Abdelkader Kechar, chef du laboratoire d'informatique industrielle des réseaux de l'Université d'Oran 1 "Ahmed Ben Bella", qui a développé ce type de technologies. Cette opération permet d'expérimenter des appareils d'un système d'irrigation intelligente, visant à économiser l'eau et à rationaliser l'utilisation de cette ressource vitale, a-t-il dit, préci-



sant que cette phase expérimentale est intervenue après le succès de ces modèles au niveau du laboratoire sus-indiqué par une équipe de chercheurs universitaires spécialisés dans l'électronique et l'informatique d'Oran et des chercheurs en agriculture de Mostaganem. Afin de connaître les résultats de cette technologie, testée sur une durée pouvant aller jusqu'à un mois, le laboratoire travaille actuellement à l'élaboration d'un questionnaire destiné aux agriculteurs qui ont bénéficié de ce système. Cette phase ex-

périmentale comprendra également 10 autres exploitations agricoles dans différentes zones spécialisées dans d'autres produits, selon le même chercheur. Sur la base des avis des agriculteurs, l'équipe de recherche travaille à développer le modèle final de ce système, qui sera prêt en juin prochain, sachant que ce système fonctionnera automatiquement avec l'énergie solaire, à l'aide de l'intelligence artificielle, a expliqué Abdelkader Kechar, ajoutant que le laboratoire entend organiser, en janvier prochain, une rencontre pour

une évaluation finale de son expérience, en présence des agriculteurs qui apporteront leurs témoignages.

Pour sa part, le responsable de la division agricole de la daïra d'Ain El-Turck, Kamel Taghert, a affirmé que le système d'irrigation, en cours d'expérimentation, a été testé de manière correcte et optimale et a eu un écho favorable de la part des agriculteurs.

Cette opération, qui sera d'un grand apport pour les agriculteurs, se poursuivra pour inclure d'autres exploitations agricoles, selon le même responsable, qui a fait observer que l'utilisation de la méthode d'irrigation intelligente dans les exploitations agricoles intervient en application d'une convention signée entre la direction des services agricoles et l'université d'Oran 1.

GRANDE BRETAGNE

Risques numériques: un tiers des entreprises se sentent "exposées"

Environ un tiers des entreprises se disent "exposées" aux risques numériques et elles placent ces derniers en tête de leurs préoccupations aux côtés de l'inflation, révèle une étude du cabinet PwC publiée lundi.

L'IA générative, qui permet de produire des textes, images et sons sur simple requête en langage courant, en plein essor, est vue par 60% des entreprises comme une opportunité, note PwC dans un communiqué, rapportant les résultats de l'édition 2023 de son "enquête mondiale sur les risques".

Mais selon cette étude, 37% des organisations estiment qu'elles sont "fortement" ou "extrêmement" exposées aux cyber-risques, juste derrière les risques liés à l'inflation (39%) et les dirigeants directement chargés de la gestion du risque classent même les cyber-risques avant l'inflation.

"Il est clair que les organisations doivent se transformer, et les technologies nouvelles et émergentes jouent un rôle essentiel" dans ce processus, assure Sam Samarutunga, responsable de gestion des risques de PwC.

Il n'est donc "pas surprenant que les risques cyber et numériques soient une priorité en 2023", mais l'enquête souligne aussi que "si les organisations ne prennent pas de risques, elles ne progresseront pas", poursuit-il.

L'enquête du cabinet a été menée auprès de plus de 3.900 dirigeants et responsables de la gestion du risque dans des entreprises situées sur 67 territoires.

Elle révèle aussi que pour une majorité d'entreprises, le fait de se préparer aux investissements technologiques, notamment en vue du développement de l'IA, les pousse aussi à passer en revue les risques auxquels elles sont exposées.

Mais toutes les entreprises ne sont pas égales, selon PwC, qui explique qu'il existe "une ambition claire parmi la plupart des organisations d'adopter une approche du risque davantage axée sur la technologie", mais que beaucoup n'en sont qu'aux balbutiements.

Parmi les entreprises interrogées, seules 5% sont des "pionnières du risque", selon PwC, ce qui signifie notamment qu'elles sont bien plus susceptibles de considérer l'IA générative comme une véritable opportunité ou de prendre des risques.

APS

PUBLICITÉ

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

HANDISPORT - PARA-VOLLEY - COUPE DU MONDE (2^E JOURNÉE/GR B) L'Algérie termine la compétition en 11^e position

L'équipe nationale algérienne messieurs de para-volley a clôturé sa participation à la Coupe du Monde (messieurs et dames) qui a pris fin, dimanche au Caire en Egypte, avec une "honorable" 11^e position, après une absence de toutes les compétitions depuis 2019.

Sa 11^e place sur 13 nations présente, après le forfait du Nigeria, l'a doté avec deux succès remportés, lors des matchs de classement, face respectivement, l'Angleterre 3-0 (25-21, 25-17, 26-24) et l'Inde 3-0 (25-15, 25-8, 25-11).

Par contre, les protégés de l'entraîneur national Abdelkader Kefif se sont inclinés lors de la phase de poule, devant le Japon 1-3 (26-28, 25-18, 25-21, 25-13) et l'Iran 3-0 (25-5, 25-10, 25-10), terminant 3^e et dernier du groupe B qui a qualifié les deux premiers aux quarts de finale.

Lors des matchs de classement, le six algérien s'est imposé, en premier face à l'Angleterre, avant de perdre, tour à tour, devant le Rwanda (7^e au classement final), 3-0 (25-16, 25-19, 25-16) et la France (10^e au final), 3-1 (25-23, 22-25, 25-20, 25-17).

"C'était un tournoi de haute facture, et très bénéfique pour l'équipe nationale. Pour nous,

c'était une importante étape de préparation pour le groupe en prévision du prochain Championnat d'Afrique de Lagos (24 jan-4 fév), une compétition qui désignera le représentant du continent aux Joutes de Paris", a indiqué, l'entraîneur national, Abdelkader Kefif.

Au Caire, l'équipe algérienne a disputé des matchs de hautes factures et peu importe le résultat, l'essentiel de voir évoluer l'équipe, évaluer chaque production et le niveau du groupe", a expliqué l'entraîneur national.

Pour le premier responsable technique de l'équipe, les matchs de la Coupe du monde seront bénéfiques pour parfaire la cohésion, corriger les erreurs technique, en prévision des prochaines échéances.

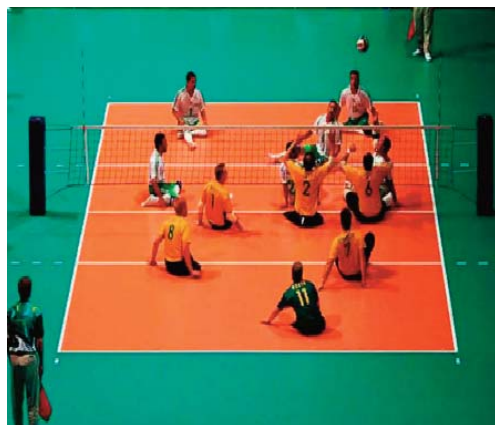
"Il faut que les joueurs profitent des six matchs de ce mondial où ils ont donné le maximum, progressé et sur-

tout ont pu apporter des correctifs à nos erreurs techniques à chaque fois.

On a essayé de relever le défi face à chaque adversaire, et on a réussi à remporter deux matchs, une première pour nous dans un tournoi aussi relevé", a expliqué le coach.

Et d'ajouter: "on est satisfait de nos prestations et a tiré beaucoup d'enseignement de nos matchs, ce qui nous a permis de nous évaluer. Maintenant, il faut continuer à travailler, car une plus importante échéance nous attend (Championnat d'Afrique-2024) où on doit jouer notre va-tout, car la compétition est de niveau africain et qualificative au rendez-vous paralympiques de Paris-2024, un rêve pour tout joueur et technicien".

Après un repos mérité de quelques jours, l'équipe nationale reprendra sa préparation, en prévision du Championnat d'Afrique des nations d'Abuja. Devant le peu de temps qui le



séparera des joutes nigérianes, l'équipe algérienne bénéficiera de plusieurs stages à domicile, avec la possibilité de jouer des matchs avec des clubs locaux, engagés en championnat national pour la nouvelle saison 2023-2024. Ces regroupements et matchs seront à même d'élever le rythme compétitif chez les joueurs de l'équipe nationale et permettre aux staffs techniques d'évaluer le rendement

collectif et individuel des douze ou quatorze joueurs qui seront retenus pour le rendez-vous africain.

Lors de la Coupe du Caire, le titre suprême est revenu, comme attendu, aux Iraniens vainqueurs de l'Egypte, pays hôte, sur le score de 3-0 (21-25, 19-25, 17-25), alors que la médaille de bronze a été remportée par l'Allemagne face à l'Ukraine 3-2 (25-16, 24-26, 22-25, 25-18, 15-5).

LUTTES ASSOCIÉES

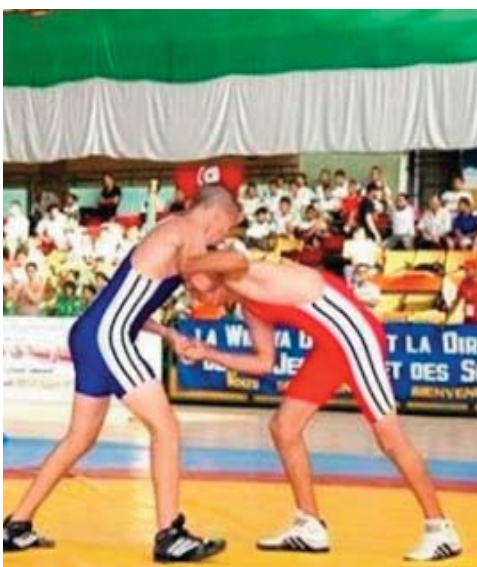
La phase wilaya juniors garçons vendredi et samedi à Oran

La phase de wilaya de luttes associées juniors individuel garçons en style libre et gréco-romain aura lieu, vendredi et samedi prochains à la salle spécialisée de Haï El Hamri d'Oran, a-t-on appris, mercredi, auprès des organisateurs.

Cette compétition de sport de combats de deux jours, organisée par la ligue oranaise des luttes associées en collaboration avec la Fédération algérienne de la discipline (FALA), verra la participation de 109 lutteurs juniors des moins de 20 ans en lutte libre et gréco-romaine, issus d'une vingtaine d'associations sportives et clubs de la wilaya d'Oran.

Pour la journée du vendredi, les athlètes se disputeront les éliminatoires et finales en lutte libre, dans les catégories de poids de -57kg, -61kg, -65kg, -70kg, -74kg, -79kg, -86kg, -92kg, 97kg et plus de 125kg.

Les épreuves du samedi seront réservées aux tours éliminatoires et finales en lutte gréco-romaine dans les catégories de poids -55kg, 60kg, 63kg, 72kg, 77kg, 82kg, 87 kg,



97 kg et plus de 130 kg.

A l'issue de cette phase de wilaya, les deux premiers de chaque catégorie de poids en lutte libre et gréco-romaine

seront qualifiés pour la phase finale du championnat d'Algérie juniors, prévue du 14 au 16 décembre du mois prochain à Bordj Bou Arreridj.

HANDBALL - CHAMPIONNAT ARABE DES CLUBS DAMES (3^E J)

Le RS Sétif signe sa première victoire

Les handballeuses algériennes du RS Sétif, ont signé leur première victoire au Championnat arabe des clubs féminins qui se déroule à Mahdia (Tunisie), en battant lundi leurs homologues irakiennes de Kirkouk (29-28), à l'occasion de la 3^e journée (Gr.B). Les Sétifiennes se rachètent ainsi après avoir entamé le tournoi du mauvais pied en concédant deux revers de rang face aux Tunisiennes du Club Africain (15-30) et leurs compatriotes du HBC El-Biar (14-27).

Dans l'autre match du groupe B, le HBC El-Biar a subi son premier revers, en s'inclinant face au Club Africain (17-21). Les El-Biaroises ont gagné leurs deux premiers matchs face aux Irakiennes de Kirkouk (51-15) et le RS Sétif (30-15).

Dans le groupe A, le troisième club algérien engagé dans le tournoi, le CF Boumerdès s'est incliné face au club tunisien de Rejiche (25-26). Il s'agit de la deuxième défaite de suite pour les filles de Boumerdès après celle concédée dimanche face aux Saoudiennes d'Al-Ahly (23-31).

Lors de la journée inaugurale, le CF Boumerdès s'est imposé face au club irakien d'Erbil (39-16). La 6^e édition du Championnat arabe des clubs de handball (dames), qui se dispute du 16 au 25 novembre à Mahdia (Tunisie), regroupe huit clubs répartis en deux poules (A et B). La dernière édition du championnat arabe des clubs dames organisée en 2022 à Hammamet, avait été remportée par le CF Moknine.



RUGBY - AFRIQUE DU SUD

Décès accidentel du Springbok Hannes Strydom, champion du monde 1995

Hannes Strydom, titulaire dans le XV d'Afrique du Sud champion du monde 1995 à domicile, est mort dimanche dans un accident de la route, à l'âge de 58 ans, a annoncé lundi le président de la Fédération sud-africaine de rugby, Mark Alexander. La voiture de celui qui était devenu pharmacien après sa carrière de joueur entièrement accomplie en Afrique du Sud, principalement pour la Province du Transvaal, a percuté un mini-bus

près de la ville minière de eMalalheni, à environ 140 kilomètres au nord-ouest de Johannesburg.

"Hannes était l'un des grands deuxième-lignes de sa génération, et, en qualité de membre de l'équipe des Springboks de 1995, l'un de nos héros", a déclaré Alexander. "C'était un avant de devoir, qui n'hésitait jamais à aller au charbon", a ajouté le dirigeant à propos de Strydom, qui a honoré 21 sélec-

tions sous le maillot des Springboks, de 1993 à 1997, et dont le titre mondial en 1995 constitue le plus grand fait d'armes. C'est le cinquième titulaire de la finale du Mondial remportée le 24 juin 1995 face à la Nouvelle-Zélande sous les yeux du président Nelson Mandela - à disparaître, après Ruben Kruger, Joost van der Westhuizen, Chester Williams et James Small.



APS

LIGUE 1 MOBILIS (7^E J)

Le leader en conquérant à El-Oued, le dauphin face à un sérieux test

Le MC Alger, leader du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, abordera le déplacement à El-Oued pour affronter l'US Souf avec un esprit conquérant, alors que son dauphin le Paradou AC recevra le CS Constantine dans un duel indécis, à l'occasion de la 7^e journée prévue vendredi et samedi.



Impressionnant depuis le début de la saison, notamment sur le plan offensif (17 buts marqués), le MCA (1^{er}, 15 pts) aura à cœur de préserver cette dynamique en visant un cinquième succès de rang.

Les joueurs de l'entraîneur français Patrice Beaumelle partiront favoris face au promu, auteur d'une seule victoire depuis le débuts de l'exercice, et qui peine à réussir son apprentissage parmi l'élite, en témoigne ses trois dernières défaites consécutives.

Le Paradou AC (2^e, 13 pts), véritable surprise de ce premier quart du championnat, recevra le CS Constantine (7^e, 9 pts) dans un véritable test pour les coéquipiers de Yacine Titraoui.

Vainqueurs lors de la précédente journée face au promu l'ES Ben Aknoun (1-0), le PAC aspire à confirmer ses ambitions face au CSC, battue à la surprise générale le week-end dernier à la maison par le NC Magra (0-1).

La formation du "Nedjm" de Magra (4^e, 10 pts), surfant sur une belle série de quatre matchs d'invincibilité, bénéficiera de la faveur des pronostics face au MCE El-

Bayadh (4^e, 10 pts). Les gars de Magra pourraient profiter de la fébrilité de l'équipe d'El-Bayadh en dehors de ses bases, puisque les coéquipiers du buteur Kamel Belmoud n'ont réussi à grignoter qu'un seul point sur neuf possibles en déplacement.

La JS Saoura (11^e, 8 pts) et la JS Kabylie (12^e, 7 pts), battues lors de la précédente journée, accueilleront respectivement l'ASO Chlef (4^e, 10 pts) et l'US Biskra (7^e, 9 pts) sous le signe du rachat.

Sèchement battue à Alger par le MCA (4-0), la JSS se trouve sans entraîneur après le limogeage dimanche du technicien Chérif Hadjar ce qui risque de compliquer davantage sa mission contre les Lions de Chelif.

Après un début de saison exemplaire en alignant trois succès en autant de matchs, l'USM Khenchela (7^e, 9 pts) est en train de marquer le pas en concédant trois revers de suite.

La réception du promu l'ES Ben Aknoun (16^e, 1 point) constituera une aubaine pour les Khenchelis pour non seulement renouer avec la victoire mais également redé-

marrer sur des bases solides. L'ESBA, qui à l'instar de l'US Souf éprouve d'énormes difficultés en Ligue 1, est la seule équipe à n'avoir gagné aucun match. Cette 7^e journée est tronquée de deux matchs : USM Alger - MC Oran et ES Sétif - CR Belouizdad, reportés en raison de l'engagement des deux clubs algérois en phase de poules de la Ligue des champions et de la Coupe de la Confédération africaine, dont les matchs se joueront vendredi, samedi, et dimanche.

Le programme

Programme des rencontres de la 7^e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, prévues vendredi et samedi :

Vendredi, 24 novembre :

NC Magra - MCE El-Bayadh 15h15
Paradou AC - CS Constantine 15h15

Samedi, 25 novembre :

USM Khenchela - ES Ben Aknoun 15h00
US Souf - MC Alger 15h00

JS Kabylie - US Biskra 16h45

JS Saoura - ASO Chlef 17h45

Reportés :

USM Alger - MC Oran
ES Sétif - CR Belouizdad

Classement :	Pts	J
1). MC Alger	15	6
2). Paradou AC	13	6
3). CR Belouizdad	12	6
4). MC El Bayadh	10	6
→). ASO Chlef	10	6
→). NC Magra	10	6
7). CS Constantine	9	6
→). ES Sétif	9	6
→). USM Khenchela	9	6
→). US Biskra	9	6
11). JS Saoura	8	6
12). JS Kabylie	7	6
13). USM Alger	6	6
→). MC Oran	6	6
15). US Souf	4	6
16). US Ben Aknoun	1	6

LIGUE DES CHAMPIONS (GR.D/ 1^{RE} JOURNÉE) CRB - YOUNG AFRICANS

Les "Rouge et Blanc" pour réussir leurs débuts

Le représentant algérien en Ligue des champions d'Afrique de football, le CR Belouizdad entamera la phase de poules à domicile, en recevant vendredi soir les Tanzaniens des Young Africans au stade olympique du 5-juillet (zohoo), à l'occasion de la 1^{re} journée (Gr.D).

Le quadruple champion d'Algérie en titre visera un succès d'entrée face au finaliste de la précédente édition de la Coupe de la Confédération africaine, remportée en juin dernier par l'USM Alger (aller à Dar Es-Salaam : 1-2, retour à Alger : 1-0).

Éliminé en quarts de finale lors de la dernière édition par les Sud-Africains de Mamelodi Sundowns (aller : 1-4, retour : 1-1), le Chabab tentera d'entamer cette nouvelle aventure du bon pied, face à un adversaire habitué à prendre part à ce genre de rendez-vous.

Vainqueur sur le fil dimanche en championnat face à la JS Kabylie (1-0), le CRB ne jure que par la victoire face au club tanzanien, en lice pour le trophée du meilleur club de l'année dans le cadre de CAF Awards.

"Ce succès (face à la JSK) nous permet de bien préparer le prochain match face aux Young Africans qui s'annonce difficile. Nous avons beaucoup d'informations sur notre prochain adversaire. Tout le monde est bien concentré sur cette phase de poules pour l'entamer par une victoire", indique l'entraîneur brésilien du CRB Marcos Paqueta, qui a remplacé en octobre

dernier le Belge Zven Vandenbroeck. Le club algérois aborde cette nouvelle édition avec la ferme intention d'atteindre au moins le dernier carré, d'autant que les joueurs belouizdadi ont emmagasiné une riche expérience, pour avoir atteint la phase de poules pour la quatrième fois de suite. Côté tanzanien, les joueurs de l'entraîneur argentin Miguel Angel Gamondi, passé par le CRB (2010-2011 et 2013), traversent une belle période, eux qui caracolent en tête au classement du championnat avec 24 points (8 victoires et une défaite), devant Azam et Simba SC qui se partagent la deuxième place avec 19 points chacun.

Les Tanzaniens qui ont raté d'un cheveu le trophée de la Coupe de la Confédération l'année dernière, sont bien décidés à réussir un excellent parcours dans cette prestigieuse compétition interclubs de la CAF, ce qui passe par une belle performance au stade 5 juillet, une enceinte qu'ils connaissent bien pour avoir battu l'USM Alger (1-0) en juin dernier en finale retour.

Le match CRB-Young Africains sera dirigé par un quatuor tchadien, dirigé Al Hadj Allaou Mahamat assisté de Bogola Issa (1^{er} assistant) et Moussa Hafiz (2^e assistant). Le quatrième arbitre est Pousri Armi Alfreid.

Dans l'autre match de ce groupe D, les Egyptiens d'Al-Ahly SC, tenants du titre, entameront la défense de leur titre, en recevant samedi les Ghanéens de Medeama SC (zohoo). Les deux premiers du groupe se qualifient pour les quarts de finale.

MONDIAL 2026 (QUALIF'S GR.G - 2^E JOURNÉE)

La Guinée battue au Botswana (1-0), l'Algérie seule leader

La sélection guinéenne de football s'est inclinée en déplacement face à son homologue botswanaise (1-0, mi-temps : 0-0), en match disputé mardi au stade de Francistown, pour le compte de la 2^e journée (Gr.G) des qualifications de la Coupe du monde 2026.

L'unique but de la partie a été inscrit par Kabelo Sekanyeng à la 79^e minute de jeu. Dans l'autre match de cette poule, l'Ouganda s'est imposée en déplacement face à la Somalie (1-0) au stade municipal de Berkane (Maroc), grâce à un but signé Rogers Mato dès la 4^e minute de jeu.

Les Somaliens ont terminé la partie en infériorité numérique après l'expulsion d'Abdi Mohamed peu avant la pause (45^e+1). À l'issue de ces résultats, l'Algérie, vainqueur dimanche face au Mozambique à Maputo (2-0), s'empare du fauteuil de leader avec 6 points, devant le Mozambique, le Botswana, la Guinée, et l'Ouganda, qui comptent 3 points chacun.

La Somalie ferme la marche avec 0 point. Pour rappel, les "Verts" ont entamé cette campagne qualificative en battant la Somalie (3-1), jeudi au stade Nelson-Mandela de Baraki.

Les matchs de la 3^e journée du groupe G, prévus du 3 au 11 juin 2024, mettront aux prises le Mozambique à la Somalie, l'Ouganda au Botswana et l'Algérie à la Guinée. Le premier à l'issue des dix journées se qualifiera directement pour le Mondial 2026 prévu aux Etats-Unis, Mexique et Canada.

TOURNOI DE L'UNAF (U20) 5^E ET DERNIÈRE JOURNÉE

La Tunisie termine sur un sans-faute

La sélection tunisienne de football des moins de 20 ans (U20), sacrée champion avant cette 5^e et dernière journée du tournoi de l'Union nord-africaine (UNAF) de la catégorie, a terminé sa participation en battant mardi la Libye au stade d'Ariana (Tunis) 4-1, enchaînant un quatrième succès en autant de matchs.

Dans l'autre match de cette ultime journée disputé au stade du Kram, l'Égypte et le Maroc se sont neutralisées (2-2). L'Algérie a été exemptée.

L'équipe nationale, sous la houlette du nouveau sélectionneur Yacine Manaâ, a complètement raté sa participation en concédant quatre défaites en autant de matchs, face à la Tunisie (2-4), le Maroc (2-3), l'Égypte (0-3), et la Libye (3-4).

Au classement final, la Tunisie a terminé largement en tête avec 12 points, devant le Maroc (7 points) et l'Égypte (5 points).

La Libye suit derrière à la quatrième place avec 4 unités, alors que l'Algérie ferme la marche avec 0 point. "Cette compétition a été un moyen de mieux comprendre le comportement de certains joueurs.

Nous avons décelé des problèmes de cohésion, en raison du manque de temps de préparation, notant que le groupe n'a eu que peu de temps pour se rassembler avant le

tournoi", a affirmé Manaâ au site officiel de la Fédération algérienne de football (FAF).

Cette compétition s'est déroulée sous forme d'un mini-championnat. Le premier à l'issue de la cinquième et dernière journée a été sacré vainqueur.

Le point à l'issue de la 5^e et dernière journée

Le point à l'issue des rencontres de la 5^e et dernière journée du tournoi de l'Union nord-africaine de football (UNAF) des moins de 20 ans (U20), disputées mardi en Tunisie :

Egypte - Maroc	2-2
Libye - Tunisie	1-4

Classement :	Pts	J
1). Tunisie	12	4
2). Maroc	7	4
3). Égypte	5	4
4). Libye	4	4
5). Algérie	0	4

Déjà jouées :

Tunisie - Algérie	4-2
Libye - Maroc	0-6
Egypte - Libye	1-1
Maroc - Algérie	3-2
Algérie - Égypte	0-3
Maroc - Tunisie	1-3
Algérie - Libye	3-4
Tunisie - Égypte	4-2

NB : le premier à l'issue de ce mini-championnat a été proclamé champion.

APS

ORAN

Fermeture du stade Miloud Hadeft pour la rénovation de la pelouse (responsable)

Des travaux de rénovation de la pelouse du stade Miloud Hadeft d'Oran, lieu de domiciliation du MC Oran cette saison, viennent d'être lancés et devraient durer six semaines, a-t-on appris, mercredi, auprès de la direction de cette infrastructure sportive.

"L'opération consiste à faire usage de la semence hivernale pour éviter que l'herbe soit affectée par le verglas. Il s'agit d'une opération ordinaire qui s'effectue à raison de deux fois par année, puisqu'une semence estivale est également effectuée lors de la saison des grandes chaleurs", a déclaré à l'APS, Abdelkader Menazli, le directeur du complexe sportif Miloud Hadeft.

La fermeture du stade de football de 40.000 places obligera le club local, le MCO, dont le prochain match en championnat de Ligue 1 contre l'USM Alger a été reporté, à délocaliser au moins deux de ses prochaines rencontres à Oran, probablement au stade Ahmed Zabana, où il avait l'habitude, jusqu'à cet exercice, d'accueillir ses adversaires. Selon le premier responsable du complexe sportif Miloud Hadeft, le stade devrait rouvrir ses portes le 25 décembre prochain pour permettre aux "Hamraoua" d'y rejouer. Par ailleurs, M. Menazli a déploré le peu d'engouement des supporters du MCO, en particulier et les amateurs de la balle ronde à Oran en général, pour les rencontres des "Hamraoua" à domicile depuis le début de cette saison, ce qui constitue "une perte sèche" pour la trésorerie du complexe. "Le stade Miloud Hadeft offre toutes les commodités pour que le public assiste en nombre aux rencontres de football programmées, notamment du MCO, mais force est de constater que l'affluence enregistrée lors des premiers matchs de cette équipe à domicile est très faible.

A titre d'exemple, pour la précédente partie du club local en championnat face à l'USM Khenchela, on n'a vendu que 712 billets, à raison de 500 DA l'unité", a-t-il souligné. Cet état de fait n'arrange pas les finances de la direction du complexe, géré par une entreprise publique à caractère industriel et commercial (EPIC), car les revenus émanant des rencontres du MCO sont très loin de couvrir les charges de l'entretien du stade, a encore affirmé le même interlocuteur.

Passé, depuis septembre dernier, sous la bannière d'une entreprise publique (compagnie Hyproc), exactement comme le réclamaient ses supporters, le club phare de la capitale de l'Ouest a réalisé un début de championnat très modeste, en collectant seulement 6 points sur 18 possibles.

Ce n'est d'ailleurs que vendredi passé que la formation d'El-Bahia a remporté son premier match de la saison face à l'USMK pour le compte de la 6e journée, ce qui lui a permis de quitter la zone rouge et se hisser à la 14e place avec six points. Une moisson qui n'encourage pas les fans locaux d'envahir les tribunes du stade Miloud Hadeft, indique-t-on dans les milieux du club.

LIGUE 1 (MOBILIS) - JS

SAOURA

Un entraîneur étranger attendu dans les prochains jours (club)

La JS Saoura a annoncé mercredi sur sa page officielle Facebook l'arrivée dans les prochains jours d'un entraîneur étranger pour prendre en mains la barre technique de ce club pensionnaire de la Ligue 1 Mobilis de football. "La direction du club est arrivée à un accord avec un entraîneur étranger pour prendre en charge l'équipe dont les séances d'entraînement sont assurées depuis la démission de Cherif Hadjar, par Mustapha Djalit avec l'aide du préparateur technique Ahmed Bourricha", a précisé la même source. Pour rappel, l'entraîneur Cherif Hadjar, qui était à la tête de la barre technique de l'équipe depuis juillet dernier, a démissionné de son poste dimanche dernier, après la débâcle face au MC Alger (4-0) en match de la 6e journée de Ligue 1 Mobilis.

MONDIAL-2026 (QUALIFICATIONS - 1^{ER} ET 2^E JOURNÉES) ZONE AFRIQUE La FIFA rend hommage à Belmadi et Slimani

La Fédération internationale de football (FIFA) a rendu hommage au sélectionneur de l'équipe nationale Djamel Belmadi et à l'attaquant Islam Slimani, qui se sont distingués, chacun dans son registre, à l'occasion des deux premières journées (Zone Afrique) des qualifications de la Coupe du monde 2026, disputées du 15 au 21 novembre.

"Belmadi a atteint, à l'occasion de la deuxième journée au Mozambique (victoire 2-0), la deuxième marche du classement des entraîneurs ayant dirigé le plus souvent les Fennecs : 59 fois, à égalité avec Rachid Mekhloufi. Il lui reste un peu de marge pour atteindre le record absolu de 72 matches qui appartient à Rabah Saâdane", a écrit l'instance internationale dans un article publié mercredi sur son site officiel intitulé "les quatre faits marquants des 1re et 2e journées."

Logée dans le groupe G, l'Algérie a bien entamé sa campagne qualificative en battant d'entrée la Somalie (3-1) au stade de Baraki, avant de récidiver trois jours plus tard en disposant du Mozambique à Maputo (2-0). Deux succès qui ont permis aux "Verts" de s'emparer de la tête du classement avec 6 points, à trois longueurs de ses poursuivants directs. De son côté, l'actuel meilleur buteur historique de la sélection Islam Slimani a également fait parler de lui à l'occasion de cette fenêtre internationale. "Dès la première journée, Islam Slimani a égalé un record : celui du plus grand nombre de buts inscrits en

éliminatoires africains, soit 18. Il s'est mis au niveau de l'Ivoirien Didier Drogba, du Camerounais Samuel Eto'o et du Burkinabè Moumouni Dagano. "C'est vrai ? C'est bien, ça !", s'est réjoui l'attaquant en zone mixte lorsqu'un journaliste lui a appris qu'il était détenteur du record", ajoute la même source.

La Côte d'Ivoire efface le record de la RDC

La Côte d'Ivoire, pays hôte de la prochaine CAN-2023 (reportée à 2024), large vainqueur à domicile face aux Seychelles (9-0), a battu, quant à elle, le record de la plus large victoire en qualifications africaines.

Les "Eléphants" ont effacé le record à la RD Congo, vainqueur de Djibouti 9-1 en éliminatoires du Mondial 2002.

De leur côté, "les Comoriens ont remporté leur toute première victoire en qualifications pour la Coupe du Monde, 4-2 face à la République centrafricaine, avant de créer la sensation quatre jours plus tard en battant le Ghana (1-0) à Moro ni grâce à Myziane Maolida. Il

s'agit de la deuxième participation des Comores aux qualifications d'un Mondial, après l'édition 2010. Ils avaient auparavant enregistré six défaites et quatre matches nuls. Enfin, le Nigeria est dans le dur. Les "Super Eagles" n'ont pas perdu lors des deux premières journées, mais il n'ont pas gagné non plus. Les hommes de José Peseiro ont concédé deux matches nuls 1-1 contre le Lesotho à la maison et contre le Zimbabwe à l'extérieur, après avoir encaissé l'ouverture du score à chaque fois.

Les Nigériens pourront se consoler en sachant qu'ils restent sur 46 matchs sans défaite en qualifications pour le Mondial. "En s'imposant 4-0 contre S'oto Tomé-et-Principe et 1-0 contre le Malawi, la Tunisie est en revanche passée devant le Nigeria au nombre de victoires en éliminatoires du Mondial : 64, contre 62 pour les Super Eagles", conclut la FIFA. Les 3e et 4e journées se joueront du 3 au 11 juin 2024. Pour rappel, seul le premier de chaque poule se qualifie directement pour le mondial 2026 prévu aux Etats-Unis, Mexique et Canada.

LIGUE 1 MOBILIS

La LFP dévoile le programme de la 8e journée

La Ligue de football professionnel (LFP), a dévoilé mardi le programme de la 8e journée du championnat de Ligue 1 Mobilis de football, prévue les vendredi 1er décembre et samedi 2 décembre, dans un communiqué publié sur son site officiel.

Cette 8e journée sera tronquée de deux matchs : US Biskra - CR Belouizdad et ES Ben Aknoun -

USM Alger, reportés en raison de l'engagement du Chabab et de l'USMA en phase de poules de la Ligue des champions et de la Coupe de la Confédération africaine.

À la veille de la 7e journée, prévue le week-end prochain, le MC Alger occupe le fauteuil de leader avec 15 points, à deux longueurs de son poursuivant direct le Paradou AC (13 pts).

Voici par ailleurs le programme de la 8e journée du championnat :

Vendredi, 1er décembre :

CS Constantine - USM Khenchela 15h15

MCE El-Bayadh - Paradou AC 15h15

MC Alger - NC Magra 16h45

Samedi, 2 décembre :

ASO Chlef - US Souf 16h45

JS Saoura - ES Sétif 16h45

MC Oran - JS Kabylie 18h00

Reportés :

US Biskra - CR Belouizdad

ES Ben Aknoun - USM Alger.

LIGUE 2 AMATEUR (5^E JOURNÉE)

L'IBKEK (Gr. Est) et l'ESM (Gr. Ouest), pour creuser l'écart en tête

Les leaders de la Ligue deux amateur de football, l'IB Kheims El Khechena (Centre-est), et l'ES Mostaganem (Centre-Ouest), aborderont la 6e journée prévue vendredi et samedi, avec la ferme détermination de consolider leur position en tête à l'occasion de la réception de l'ASAM et du NAHD respectivement. L'IBKEK (1er - 11 pts) aura l'avantage d'accueillir un malclassé en l'occurrence l'AS Ain-M'lila (14e - 2 pts) toujours à la recherche de sa 1re victoire de la saison. Une excellente aubaine pour les Locaux qui ont réussi une bonne entame de saison et qui comptent bien confirmer malgré le huis-clos imposé au club. Les deux poursuivant directs, l'Olympique Akbou et le MSP Batna, (2e - 10 pts), suivront avec intérêt l'évolution de la rencontre du leader avec l'espoir de lui ravir la 1re place. C'est le nouveau promu, Akbou sous la conduite de son nouvel entraîneur, le revenant Mourad Karouf, qui semble le mieux placé pour décrocher la victoire en accueillant le MO Constantine (5e - 8 pts), un club assez fébrile hors de ses bases. En revanche, le MSPB, n'aura pas la par tie facile en déplacement contre l'ES

Sour Ghazlane (10e - 6 pts), une équipe très difficile à manier sur sa pelouse et qui compte bien jouer un vilain tour à son adversaire dans le but d'améliorer son classement. Le match, USM Annaba (13e - 3 pts) - JS Bordj Ménaïel (7e - 7 pts), sera très intéressant à suivre dans la mesure où les deux anciens pensionnaires de l'élite ont complètement raté leur début de saison.

Une confrontation à six points ou la défaite pourrait avoir des conséquences néfastes pour la suite du parcours des deux équipes. En bas du tableau, on suivra avec intérêt le face à face entre deux anciens de Ligue 1, l'USM Harrach et l'AS Khroubs qui sont logés à l'avant dernière place avec deux petits points, en compagnie de l'ASAM qui cependant possède un match en retard. Khroubs et Harrachis vont aborder cette rencontre avec l'objectif de signer leur première victoire de la saison qui les éloignerait provisoirement de la zone de turbulences. Les autres matchs de ce groupe, CA Batna-MC El-Eulma, O. Magrane-NRB Telegma et HB Chelghoum-Laid -IRB Ouargla, semblent quelque peu équilibrés, avec un

léger avantage pour les locaux. Dans le groupe Centre-Ouest, le leader, l'ES Mostaganem (13 pts), devrait sauf surprise poursuivre son petit bonhomme de chemin en recevant samedi, le Nasr d'Hussein-Dey (9e-6pts), avec le désir de maintenir à distance ses deux poursuivants directs, l'ESM Koléa et le RC Kouba (2e - 10 pts). Le nouveau promu, l'ESMK qui jouera vendredi un derby alléchant face au voisin, le WA Boufarik (6e - 7 pts), tentera de glaner les trois points de la victoire, histoire de rejoindre provisoirement le leader mostaganémois qui jouera le lendemain. Le RC Kouba qui effectue un meilleur parcours que la saison précédente, aura une tâche à priori aisée devant les promus du Sud-ouest. JS Guir (14e - 4 pts) auréolée par sa 1re victoire aux dépens du SC Mécheria (3-2). Ce dernier tâchera de se ressaisir devant le promu, WA Mostaganem (6e - 7 pts) qui accomplit un parcours honorable pour son retour en L2. Trois beaux derbys sont également au programme de cette journée : GC Mascara-CR Témouchent, RC Arba-O. Médéa et ASM Oran-MCB Oued Sly.

ARABIE SAOUDITE : UN AMICAL MESSI-RONALDO EN FÉVRIER !

Un peu plus d'un an après la victoire du Paris Saint-Germain face au Riyadh All Star (5-4), la Riyadh Season Cup est de retour en février, toujours avec Cristiano Ronaldo et Lionel Messi en têtes d'affiche. Cette compétition amicale, la quatrième du nom, mettra donc aux prises Al-Nassr, l'équipe du Portugais, à l'Inter Miami, celle de son rival argentin ! Notons aussi qu'Al-Hilal, actuel leader de la Saudi Pro League, a également été convié à ce tournoi. La date reste à déterminer, mais l'événement est prévu pour février 2024 dans la capitale saoudienne, avec d'ailleurs le choc entre Messi et CR7 vendu comme "La Dernière Danse".

BARCELONE GAVI "IRREMPLAÇABLE" SELON DECO

Le FC Barcelone va devoir se passer de Gavi, gravement blessé au genou lors de la trêve internationale, pendant six à huit mois. Le club blaugrana va donc devoir trouver un "remplaçant" au milieu de terrain espagnol lors du prochain mercato hivernal, voire avant puisqu'il est autorisé à recruter un joker médical. Un mot peu apprécié par le directeur sportif Deco, qui parle d'un joueur justement "irremplaçable".

"À ce jour, Gavi est un joueur qui ne peut être remplacé, il est irremplaçable. Il n'y a pas de joueur sur le marché qui puisse faire son travail, ni avec sa mentalité, ni avec ses capacités, a estimé le dirigeant portugais lors d'une interview accordée à l'agence de presse EFE. C'est une erreur de penser que nous allons trouver un joueur pour le remplacer. Nous ne le ferons pas. Nous n'allons pas devenir fous avec la blessure de Gavi. C'est triste pour lui, pour nous en tant que club, mais nous ne trouverons pas de remplaçant."

Reste à savoir s'il s'agit d'une véritable annonce concernant le mercato ou d'une simple formule pour illustrer la qualité du joueur.

MAN UTD LUKE SHAW ENFIN DE RETOUR

Victime d'une blessure musculaire dès le mois d'août, avec une rechute en octobre, Luke Shaw (28 ans, 2 matchs toutes compétitions cette saison) voit enfin le bout du tunnel. Selon les médias anglais, le polyvalent latéral gauche a effectué son retour à l'entraînement collectif ce mercredi, et il pourrait jouer dès dimanche face à Everton, en Premier League. Une bonne nouvelle pour l'entraîneur Erik ten Hag, dont l'équipe a été minée par les blessures depuis le début de saison avec pas moins de 16 joueurs passés par l'infirmerie.

REAL MADRID POURQUOI HAZARD A REFUSÉ LE GOLFE

À 32 ans, Eden Hazard a préféré mettre un terme à sa carrière après son passage au Real Madrid, plutôt que de profiter d'un dernier contrat en or en Arabie saoudite. Dans le podcast "Vibe with Five" de Rio Ferdinand, John Obi Mikel, qui a côtoyé le Belge à Chelsea, a expliqué que l'ancien Lillois lui avait détaillé les raisons de son refus.

"Hazard m'a dit : 'Je peux gagner un million d'euros par semaine, mais après ? J'ai déjà tellement d'argent...' Et puis, nous savons aussi comment il vit. Il ne dépense pas beaucoup d'argent. Ce qui l'importait était d'en avoir assez pour vivre avec sa famille et élever ses enfants", a développé le Nigérian.

BENFICA BERNARDO SILVA OUVERT À UN RETOUR

Sous contrat avec Manchester City jusqu'en 2026, le milieu de terrain Bernardo Silva (29 ans, 9 matchs et 3 buts en Premier League cette saison) espère pouvoir rejoindre à Benfica, son club formateur, avec lequel il a effectué 3 apparitions pendant la saison 2013-2014 avant de signer à l'AS Monaco. "Je veux retourner à Benfica. Si le club me veut, à ce moment-là, des choses arriveront", a commenté le Citizien auprès de la RTP. D'autant plus que l'ancien Monégasque n'a pas totalement digéré son départ du club lisboète à l'âge de 20 ans : "Je pensais que Benfica aurait pu me garder d'une manière différente. Il ne s'agit pas seulement d'une critique de Luís Filipe Vieira (l'ancien président, ndr), mais d'un groupe de quatre ou cinq personnes qui auraient pu voir les choses différemment", a souligné l'international portugais.

INTER BARELLA NÉGOCIE POUR UNE PROLONGATION

L'histoire d'amour entre Nicolò Barella (26 ans, 12 matchs en Serie A cette saison) et l'Inter Milan semble bien partie pour durer. L'été dernier, le club nerazzurro a repoussé une offre de près de 60 millions d'euros en provenance de Newcastle pour son milieu de terrain, et il ne veut pas revivre pareille situation dans quelques mois.

Selon La Gazzetta dello Sport, des négociations sont actuellement en cours entre les deux parties pour prolonger de deux ans un contrat qui court déjà jusqu'en 2026. L'ancien de Cagliari devrait voir son salaire être revalorisé à hauteur de six millions d'euros par an, et l'officialisation pourrait avoir lieu en début d'année prochaine.

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

DK NEWS

Édité par la SARL
DK NEWS

Gérant
Mourad Cherbal

Directeur de publication
Smail Oulebsir

Directeur de la rédaction
Smail Oulebsir

RÉDACTION ADMINISTRATION

« 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.47.97 »

FAX : 023.38.47.95 EMAIL : contact@dknews-dz.com - SITE : http://www.dknews-dz.com

PUBLICITE : S'adresser à 3, Rue du Djurdjura - Ben Aknoun - Alger TÉL. : 023.38.48.00
FAX : 023.38.47.95 / E-MAIL : contact@dknews-dz.com - IMPRESSION : S.I.A.

Pour votre publicité, prière de s'adresser à l'Entreprise nationale de communication d'édition et de publicité - Agence ANEP 1, Avenue Pasteur - Alger - TÉL : 021.73.76.78 / 021.73.71.28 / 021.74.99.81 - FAX : 021.73.95.59
E-mail : agence.regie@anep.com.dz - programmation.regie@anep.com.dz

Le président turc achève sa visite officielle en Algérie

Le président turc, M. Recep Tayyip Erdogan, a achevé mardi soir sa visite officielle en Algérie, couronnée par la signature de la Déclaration commune de la 2^e session du Conseil de coopération de haut niveau et plusieurs accords et mémorandums d'entente couvrant divers domaines de coopération entre les deux pays.

Le Président Erdogan a été salué à son départ à l'aéroport international Houari-Boumediène d'Alger, par le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, et des membres du gouvernement.



Une volonté politique sincère pour une coopération stratégique étroite

La visite officielle du président turc, M. Recep Tayyip Erdogan, mardi en Algérie, et les entretiens qu'il a eus avec le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ont permis à l'Algérie et à la Turquie de souligner leur volonté politique sincère d'aller de l'avant vers une coopération bilatérale étroite, d'autant que le conseil de coopération de haut niveau entre les deux pays revêt à présent un caractère "stratégique".

Lors d'une conférence de presse conjointe avec son homologue turc, au terme de la cérémonie de signature de plusieurs accords et mémorandums d'entente entre les deux pays, au siège de la Présidence de la République, le Président Tebboune a qualifié la visite du président turc en Algérie d'"échec important" dans les relations entre les deux pays, soulignant que les entretiens entre les deux parties avaient permis d'"évoquer les relations bilatérales en général et les réalisations concrètes en Algérie d'aujourd'hui un Conseil de coopération stratégique".

Le président de la République a souligné que "les relations algéro-turques sont solides avec des perspectives ouvertes à davantage de coopération eu égard à la volonté politique sincère en Algérie et en Turquie", précisant que "les échanges commerciaux ont notablement évolué ces dernières années, leur volume ayant atteint plus de 5 mds USD en 2022 avec des prévisions dépassant les 6 mds USD en 2023".

Pour sa part, le président turc a estimé que le caractère "stratégique", conféré au Conseil de coopération de haut niveau algéro-turc, reflétait l'état actuel de la coopération entre les deux pays, le niveau de leurs relations et leur vision stratégique, affirmant la volonté de son pays de "poursuivre les efforts et de prendre les mesures nécessaires pour renforcer sa coopération avec l'Algérie dans différents domaines".

Il a également fait savoir que la prochaine étape verra "la poursuite de efforts en vue de prendre des mesures supplémentaires dans les différents volets de nos relations bilatérales

du commerce à l'énergie et de l'environnement à la culture".

A cette occasion, le Président Erdogan a évoqué le volume des échanges commerciaux entre les deux pays, rappelant les démarches des deux pays pour atteindre 10 milliards de dollars à l'avenir.

Il a salué, dans ce sens, les efforts de l'Algérie dans "la mobilisation de ses capacités économiques, à travers la diversification de ses activités, sous la direction du Président Tebboune", affirmant "l'adhésion de près de 1400 entreprises turques à cette démarche".

Exprimant, dans ce contexte, la disponibilité de son pays à augmenter le volume des investissements en Algérie, M. Erdogan a estimé que la signature de "l'accord d'encouragement et de protection mutuels des investissements dans les plus brefs délais contribuera à la promotion des investissements".

A cet effet, le président turc a fait part d'une volonté commune animant les deux pays pour "le développement de leur coopération dans le domaine de l'énergie et des énergies renouvelables et leur diversification, à travers la conclusion de nouveaux partenariats", qualifiant les accords conclus entre Sonatrach et Botas de "bon exemple" de cette coopération.

Lors de sa visite, le Président Erdogan a coprésidé, avec le Premier ministre, M. Nadir Larbaoui, les travaux du forum économique algéro-turc.

Dans une allocution prononcée à ce forum, placé sous le slogan "Pour un partenariat économique productif et durable", le Premier ministre a affirmé que cet espace traduisait véritablement "la forte ambition" animant les deux pays pour la création d'un "partenariat bilatéral stratégique orienté vers l'attraction des investissements, le renforcement des échanges commerciaux, et la promotion d'une coopération fructueuse entre les entreprises algériennes et turques, de manière à refléter les liens historiques de fraternité unissant les deux peuples frères".

Les relations de coopération entre l'Algérie et la Turquie ont connu "un saut qualitatif ces dernières années, notamment après l'échange de visites présidentielles, couronnées par des résultats importants et des

orientations judicieuses pour le renforcement du dialogue politique et la promotion de la coopération économique entre les deux pays", a souligné le Premier ministre.

Cet état, poursuit M. Larbaoui, est la meilleure preuve de la force des liens économiques entre l'Algérie et la Turquie, "voire des capacités considérables qui résident dans cette coopération renforcée, avec l'espoir de poursuivre sur cette lancée qui ouvre de nouvelles opportunités et perspectives prometteuses au service de l'intérêt commun".

Les deux présidents soulignent la nécessité de faire cesser immédiatement les crimes de génocide à Gaza

Évoquant l'odieuse agression sioniste contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza, les deux présidents ont souligné la nécessité de faire cesser immédiatement ces crimes et de traîner les responsables devant la Cour pénale internationale (CPI), estimant que l'établissement de l'Etat palestinien est la seule solution définitive à ce conflit. À ce propos, le président de la République a affirmé que la tragédie humaine en cours et les crimes odieux commis depuis des semaines dans la bande de Gaza exigeaient "une action urgente pour traîner les responsables de ce génocide contre les Palestiniens devant la Cour pénale internationale".

Il a également indiqué avoir évoqué avec son homologue turc "la nécessité de joindre à la dénonciation de la politique, de la répression systématique, des crimes de génocide et du déplacement forcé auxquels se livre

l'entité sioniste, une action urgente pour mettre fin à l'expansion des colonies et réprimer le terrorisme pratiqué par les colonies contre les Palestiniens en Cisjordanie, laquelle action conduirait à traîner les responsables du génocide dans la bande de Gaza devant la Cour pénale internationale".

Pour le Président Tebboune, l'établissement de l'Etat palestinien est "la seule solution définitive" pour mettre fin aux conflits dans la poudrière du Moyen-Orient.

De son côté, le Président Erdogan a soutenu qu'"il n'y aura pas de paix et de stabilité durables dans la région sans une solution politique juste à la question palestinienne", rappelant que la création d'un Etat palestinien sur les frontières de 1967 avec El-Gods comme capitale "est désormais inéluctable".

Il a souligné que son pays n'acceptait "en aucun cas" les attaques sionistes contre la bande de Gaza, qui "s'apparentent à une punition collective et constituent des crimes de guerre".

"Cibler des hôpitaux, des lieux de culte, des écoles, des lieux qui devraient être protégés, et forcer les gens à partir, c'est inadmissible", a-t-il fustigé.

Dans le même sillage, le président turc a insisté sur l'impératif d'instaurer un cessez-le-feu, au plus vite, dans la bande de Gaza et de garantir l'acheminement des aides humanitaires dans la région sans entraves aucunes, affichant la disponibilité de son pays à intensifier les efforts dans ce sens.

Le Président Erdogan n'a pas manqué de saluer la position "sincère" et "ferme" de l'Algérie vis-à-vis de la cause palestinienne.

Signature de plusieurs accords de coopération entre les deux pays

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune et son homologue turc, M. Recep Tayyip Erdogan ont coprésidé, mardi à Alger, la cérémonie de signature de plusieurs accords de coopération entre l'Algérie et la Turquie.

Ces accords et mémorandums de coopération portant sur plusieurs secteurs, ont été signés au siège de la Présidence de la République à l'issue des entretiens entre les Présidents Tebboune et Erdogan.

Il s'agit d'un accord de coopération entre l'Agence Algérie Presse Service et l'Agence Anadolu, signé par le Directeur général de l'APS, Samir Gaïd et son homologue de l'Agence Anadolu, Serdar Karagoz, ainsi que d'un mémorandum d'entente entre l'Agence spatiale algérienne (ASAL) et l'Agence spatiale turque (TUA), avec pour objet, la coopération en matière d'utilisation des sciences, des technologies et d'applications spatiales à des fins pacifiques, signé par le DG de l'ASA, Azzeddine Oussedik et le président de TUA, Yusuf Kırak. Au volet économique, un accord commercial d'achat et de vente de gaz liquéfié conclu entre le groupe Sonatrach et la société turque Botas a été signé par le PDG de Sonatrach, Rachid Hachichi et le DG de Botas, Abdolvahit Fidan.

Un protocole de coopération dans le domaine des archives a également été signé du côté algérien par le DG par intérim du Centre national des archives, Samy Othmani Merabet et du côté turc par le DG des Archives d'Etat à la Présidence de la République de Turquie, Ugur Unal. Pour le secteur de la santé, un accord de jumelage a été signé entre l'Hôpital des grands brûlés de Zéralda et le complexe hospitalier Basakşehir Cam et Sakura d'Istanbul, par le SG du ministère de la Santé, Mohamed Talhi et le vice-ministre turc de la Santé, Tolga Tolunay.

Il a été, également, procédé à la signature d'une Déclaration ministérielle conjointe relative à un Accord commercial préférentiel (ACP) algéro-turc, signé par le ministre du Commerce et de la Promotion des exportations, Tayeb Zitouni et le ministre turc du Commerce, Omer Bolat, outre la signature par les deux responsables d'une convention de coopération dans le domaine de la protection du consommateur, la constatation et l'inspection du marché et le contrôle des produits et des services.

Les deux parties ont, en outre, conclu un mémorandum d'entente dans le domaine de l'environnement, signé par le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf et son homologue turc, Hakan Fidan.

Les deux ministres ont également signé un accord relatif à la coproduction cinématographique, un mémorandum d'entente entre la Bibliothèque nationale d'Algérie et la Bibliothèque nationale turque, un protocole de coopération dans le domaine des bourses d'études au profit de l'enseignement supérieur et un mémorandum d'entente de coopération en matière de protocole.

ALGÉRIE - ETATS UNIS M. Magramane reçoit le sous-secrétaire d'Etat américain chargé du Bureau international pour les narcotrafics

Le Secrétaire général du ministère des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Lounès Magramane, a reçu lundi le sous-secrétaire d'Etat, en charge du Bureau international pour les narcotrafics et l'application de la Loi au sein du Département d'Etat américain, Todd Robinson, à l'occasion d'une rencontre au ministère. Selon la même source, cette rencontre a permis d'"échanger sur les perspectives de consolidation de la coopération algéro-américaine dans le domaine du renforcement des capacités des institutions algériennes en charge de lutter contre le trafic de drogue". Cette visite s'inscrit, par ailleurs, dans le cadre de la concrétisation des objectifs que se sont fixés le ministre des Affaires étrangères et de la Communauté nationale à l'étranger, Ahmed Attaf, et le secrétaire d'Etat américain, Antony Blinken, notamment à la suite de la visite, à Washington en août dernier, de M. Attaf ainsi que du Dialogue stratégique, lors de sa sixième session qui s'est tenue le 11 octobre dernier à Washington, a ajouté le communiqué.

APS

PÉTROLE Le Brent à plus de 82 dollars

Les cours du pétrole ont fini en ordre dispersé mardi, sur un marché attentiste avant une fin de semaine tronquée par un jour férié (Thanksgiving) et ponctuée par une réunion très attendue du groupe Opec+, dimanche. Le prix du baril de Brent de la mer du Nord, pour livraison en janvier, a grignoté 0,15%, pour clôturer à 82,45 dollars. Son équivalent américain, le baril de West Texas Intermediate (WTI), pour livraison le même mois, dont c'était le premier jour d'utilisation comme contrat de référence, s'est lui effrité de 0,07%, à 77,77 dollars. Les investisseurs patientent, "le marché se concentrant sur la prochaine réunion de l'Opec+ (l'Organisation des pays exportateurs de pétrole et leurs alliés, NDLR) dimanche" à Vienne, ont relevé les analystes de DNB.